

Eurasie Express

www.eurasieexpress.fr

Informe et déconstruit la désinformation

B.I. N°1/201

Numéro spécial d'hommage à Louis Dalmas



Il est mort à son poste

Louis est parti mais il est mort à son poste. La curiosité intellectuelle, la volonté inébranlable de comprendre le monde, la passion de l'information, l'énergie pour y accéder et la transmettre ne l'ont jamais quitté. Il y a quelques semaines encore, en juin dernier, il publiait dans le dernier numéro de BI son éditorial mensuel, vaste panorama de la situation internationale, peut-être son meilleur éditorial depuis 18 ans de publication.

► Suite page 2.



Ukraine, Ecosse, Russie Catalogne, quel droit pour quels peuples ?

▪La stratégie perdante de Washington.

p. 40

▪Etat islamique en Irak et en Syrie.

p. 46

▪**Lettre ouverte** à l'ex-président de la Commission de l'UE.

p. 56

▪Les Nazi de Fidel Castro.

p. 64

L'Occident lâche ses monstres, les frères jumeaux néo-nazis et islamistes.



▪Accords de Minsk, une trêve électorale.

p. 23

▪Chine, Moldavie Turquie: les révolutions géopolitiques.

p. 32

▪Des vétérans du US dénoncent la campagne d'intoxication invoquant une intervention militaire de la Russie en Ukraine.

p. 36

Pièce à conviction

HOMMAGES À LOUIS DALMAS



Louis Dalmas s'en est allé à un âge de patriarche, en plein été, quand le soleil éblouit le plus. Cet astre, m'a souvent dit ce farouche agnostique, était le seul dieu qu'il était prêt à adopter. Louis Dalmas avait substantiellement besoin de lumière et de chaleur. En bon méditerranéen qu'il n'était pas mais qu'il était devenu, il savait que le soleil avait aussi une face noire. Et c'est cette divinité à deux faces qu'il n'a cessé furtivement d'honorer durant sa vie comme dans son métier et qui l'a aidé à prendre la mesure des choses et des hommes.

Louis Dalmas s'en est allé aussi une fois son devoir accompli. « Balkans-Infos », le mensuel qu'il avait fondé avec son équipe d'idéalistes et de bénévoles, a fêté ce printemps son dix-huitième anniversaire et franchi ainsi le seuil de la maturité. Il avait été créé en 1996 pour dénoncer un mal très précis à l'époque : l'incroyable désinformation qui travestissait les réalités yougoslaves en rendant les Serbes

et la Serbie coupables de tous les crimes commis dans la décomposition violente du pays. Avec le temps, le mal dénoncé (c'est-à-dire la désinformation délibérée) s'est à la fois étendu et ramifié en débordant le cadre balkanique. Dalmas a anticipé cette évolution en changeant le titre de la publication : « Balkans-Infos » est devenu « B.I. », un titre anonyme et neutre qui peut s'appliquer à toutes les métamorphoses de l'ennemi qu'il voulait pourchasser.

Ses deux livres parus en 2008 et 2009, « Le Crépuscule des élites » et « Le Bal des aveugles » traitent encore de la diabolisation des Serbes et de la Serbie, mais ce cas singulier va désormais servir surtout de référence ou d'exemple pour offrir une comparaison et éclairer ailleurs une manipulation ou une tromperie. Les sujets d'étude se sont multipliés, et dans les nouveaux champs d'observation Louis Dalmas se meut avec aisance, en mettant à profit un grand savoir faire de vulgarisateur, dont l'art consiste à se tenir constamment à la portée de la curiosité de « l'honnête homme » pour l'aider à comprendre et non pour chercher à l'épater.

Avec « Les Fossoyeurs de l'Occident », ouvrage publié en 2013 qui porte en sous-titre : « Essai sur le nouveau désordre mondial », l'auteur vise plus haut. En 235 pages réparties en neuf chapitres, il offre une vision claire et fidèle à la fois de la crise qui sévit dans « l'Occident euro-atlantique », et l'ordre que ce monde-là veut imposer à l'extérieur pour servir ses

intérêts et assurer sa domination. Sur ce deuxième aspect, le livre offre des exemples à l'encan, avec l'Irak, l'Afghanistan, la Syrie ou la Lybie, d'agressions armées commises, semblables à celles qui avait frappé la Yougoslavie, et appuyées sur les mêmes moyens clandestins pour préparer l'offensive, comme les campagnes de diabolisation, l'espionnage humanitaire ou l'infiltration subversive.

Depuis la parution de ce livre, il faut ajouter au tableau qu'il présente le cas de l'Ukraine et le déchainement de la logorrhée russophobe et anti-Poutine. A cet égard il faut lire dans le dernier numéro de « B.I. » (qui porte le chiffre rond de 200) l'éditorial de Louis Dalmas. Ce texte n'est pas court comme presque tous ses « éditos » précédents, mais s'étend sur plus de deux pages de la publication. Il est intitulé : « Vraies et fausses réalités ». Dans sa conclusion, Louis Dalmas, modeste comme toujours, dit simplement : « Voilà un rapide tableau du monde artificiel fabriqué par l'Occident et de ses mensonges médiatiques ». En réalité, il s'agit d'une prodigieuse description de notre temps comme seul Louis savait le faire avec son immense talent. Et il est beau et juste que cet écrit anthologique soit le dernier de sa longue et riche vie de journaliste.

Dans la presse clandestine de la Résistance, Louis Dalmas avait découvert que le journalisme était sa vocation et il y est resté fidèle et l'a servie jusqu'au bout. Comme je l'ai dit souvent, il a tout fait dans ce métier. Il a été tour à tour, et

parfois simultanément, reporter, metteur en page, maquettiste, photographe, rewriteur, chef des informations, rédacteur en chef technique, rédacteur en chef tout court, fondateur et directeur de l'Agence Dalmas qui a été, entre 1958 et 1968, la plus grande agence mondiale de reportages photographiques. Et pour pouvoir réaliser Balkans-Infos, il s'est astreint à maîtriser toutes les nouvelles techniques afin de devenir le véritable homme-orchestre du mensuel. Sans ses dons naturels, sa grande expérience et son nouveau savoir pratique, le mensuel n'aurait pas tenu à coup sûr longtemps.

Dans le journalisme Louis Dalmas a trouvé le meilleur moyen de dépenser la forte vitalité qui l'habitait, en la mettant au service du précepte éthique de base : l'homme doit humaniser les sociétés et le monde pour maîtriser son destin. Louis a été ainsi un grand serviteur de la vie dans sa plénitude, c'est-à-dire avec la beauté, la bonté et l'amour. Il avait l'âme noble et généreuse. Lorsque je lui ai téléphoné la dernière fois à l'hôpital, il m'a parlé peu de lui, mais il m'a dit, avec une profonde conviction et une sorte d'enthousiasme, que « Zaza », sa femme, « était formidable ».

Pour moi Louis était un frère. Je lui exprime aujourd'hui ma gratitude pour son amitié, sa confiance et son engagement en faveur de la vérité en ex-Yougoslavie. J'ajoute que les Serbes orthodoxes prient et prieront pour lui.

Kosta Christitch

Un Grand Monsieur

C'est l'un de ces mystérieux rendez-vous de l'existence qui m'a fait connaître Louis Dalmas, un jour de 2001. Paradoxalement, pendant tout ce temps nous nous sommes vus bien peu. Mais la distance ou la proximité ne sont pas affaire de kilomètres, et si je puis peu parler de l'homme, je sais en revanche ce qu'il m'a apporté.

En 1991, la tragédie yougoslave m'a pris par surprise. J'avais rencontré la Yougoslavie trois ans plus tôt, et l'avais reconnue aussitôt comme appartenant à ma géographie intérieure, à l'instar, par la suite, de la Roumanie, la Moldavie, ou la Russie. Mais je n'ai pas senti la guerre venir, ou plutôt : je ne l'ai pas crue possible. Aujourd'hui je sais que l'information est une arme redoutable.

Des images détournées, des mots frelatés peuvent pousser des hommes qui vivaient en bonne intelligence, à s'entretuer.

En France, le public suivait quotidiennement l'évangile de haine décrété d'en haut, à la grand-messe du journal de 20 heures. Les choses étaient simples, nous disait-on.

Binaires. Manichéennes. Du pur Western.

Les Serbes étaient des bourreaux, et leurs adversaires Croates ou Musulmans, des victimes sacrificielles. On nous rejouait une Seconde Guerre mondiale retournée, avec ses nazis et ses camps de concentration.

Il est aisé d'imposer un devoir de mémoire à ceux qui en sont dépourvu. La parodie d'hommages aux soldats de la

Grande Guerre, en cette année de jubilé, en est la preuve par l'exemple.

Les mots façonnent la pensée, et la pensée à son tour produit des mots.

Lorsque l'on s'abreuve à une source polluée, je vous laisse imaginer le résultat.

Cette corruption du langage, cette «novlangue» orwellienne, a produit un terrible obscurcissement des esprits, et une véritable hystérie collective. Des hommes réputés intelligents ont abandonné leur libre arbitre avec une docilité effrayante, pour braire avec des rhinocéros tout droit échappés de la pièce d'Eugène Ionesco.

Mais quelque chose est monté des profondeurs de mon être. Chaque fibre, viscéralement, disait NON. «On ne peut pas, sans nuire à sa santé, manifester le contraire de ce qu'on ressent réellement, se faire crucifier pour ce que l'on n'aime pas, se réjouir de ce qui vous apporte le malheur», faisait dire Boris Pasternak à son docteur Jivago, dans un livre qui m'accompagne depuis bien longtemps.

Il ne s'agissait pas seulement de dégoût pour tout mouvement de foule, par rejet – ou absence – d'instinct grégaire, mais plutôt parce qu'intuitivement, sans forcément pouvoir l'argumenter, je percevais l'abîme qui séparait le discours médiatique de la réalité.

Peut-être est-ce parce que je vivais à cette époque dans un autre pays (la Roumanie), et qu'à travers le prisme de sa langue et de sa culture, je percevais les guerres

yougoslaves sous un éclairage inconnu du public français.

J'ai assailli les journaux de courriers de lecteur, sans qu'aucun de mes textes ne franchisse la censure molle d'une presse bouffie d'orgueil et cloisonnée dans ses certitudes, davantage à la recherche de temps de cerveau humain disponible que de contradicteur.

Un jour de 2001, Louis Dalmas a publié l'un de mes textes, non dans la rubrique «libres opinions» mais directement dans le corps de son journal «Balkans-Infos», avec un petit mot d'encouragement m'invitant à lui envoyer d'autres contributions.

Le parcours de Louis, son engagement dans les maquis FTP, dans la presse clandestine, puis après guerre, la création de la plus grande agence de photo de presse, ses livres, tout cela je ne l'ai su qu'après.

On reconnaît un homme de culture, à ce qu'il n'écrase personne sous le poids de sa culture.

Louis était de ces hommes, qui, loin de vous toiser, vous font grandir, vous élèvent, au sens littéral du terme, vous font percevoir les ressources que l'on possède en soi-même, pour devenir un honnête homme, un «Mensch» comme disent en yiddish, les derniers Juifs d'Europe centrale.

Si l'on n'est pas d'accord avec la Pensée unique, expliquait Louis, alors il faut le dire. Il faut la combattre, démontrer sa vacuité. Si l'on a des idéaux, ou tout au moins quelques principes – je n'ose parler d'honneur, à une époque qui n'en connaît plus guère le sens – alors cela vaut le coup de croiser le fer, de tremper sa

plume dans le vitriol, de demander des comptes à des élus qui oublient trop souvent qu'ils ne sont que mandataires, et non monarques.

Le Comité de Rédaction de «B.I.», formule élargie de «Balkans-Infos», regroupait des personnes d'horizons, de parcours, et de sensibilités politiques très différents. Un «ours» (au sens typographique du terme) bigarré, en costume Arlequin. Un véritable défi à la bien-pensance, toujours avide d'étiqueter les déviants, mais surtout une grande richesse, de celles qui stimulent l'esprit, par ses regards croisés sur le monde comme il va, ou ne va pas.

Et malgré tous ces écueils, 200 numéros d'un journal libre et cohérent, fabriqué dans des conditions artisanales pour des lecteurs exigeants.

L'apport de Louis, c'était aussi cela : un bâtisseur de ponts entre des chroniqueurs qui se trouvaient des points communs sur une certaine idée de l'information, respectueux du lectorat mais sans condescendance, et surtout, sans cette célébration du vide qui représente aujourd'hui la quasi-totalité du paysage médiatique français.

L'œuvre était immense, et la perte de Louis Dalmas la laisse inachevée.

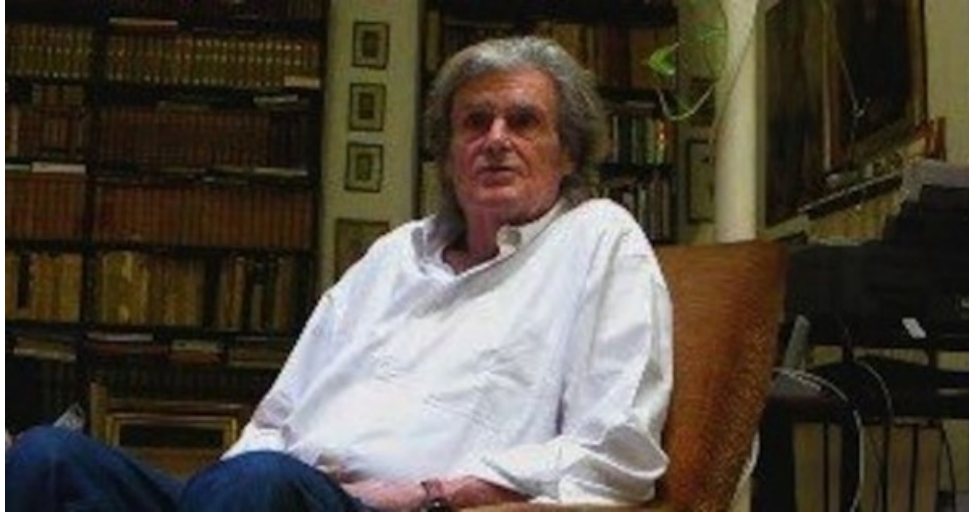
Mais il a semé beaucoup de graines.

Lorsqu'un être d'exception nous quitte, il ne faut pas, dit-on, être triste de sa disparition, mais au contraire, se réjouir de l'avoir connu. «Souris ! C'était dans ta vie», dit le dicton russe.

Ainsi, j'ai eu la chance de connaître un Grand Monsieur.

Jean-Michel BERARD

Adieu cher Louis...



En ce triste jour, je voudrais brièvement rappeler les circonstances qui nous ont rapprochés de Louis. En 1992, nous étions quelques isolés, indignés et révoltés de la façon par laquelle le conglomérat politique et médiatique français, quasi unanime, traitait les conflits yougoslaves, réservant sa vindicte et sa haine à la seule partie serbe. Nous cherchions à faire entendre une voix discordante et encherchions les moyens. Petit à petit, nous nous sommes retrouvés et bientôt regroupés autour de Louis Dalmass, qui partageait nos préoccupations. C'est ainsi que nous avons fondé sous sa férule, grâce à sa connaissance du sujet et ses compétences multiples, le mensuel Balkans-Infos qui dure depuis presque 20 ans. Celui-ci, composé pour l'essentiel de nos propres

contributions, fut honoré de la participation de grands français, tel le général PM Gallois et le journaliste Paul-Marie de la Gorce, aujourd'hui disparus. Louis Dalmass a insufflé à cette publication le non-conformisme, la combativité et la grande probité qui auront été les caractéristiques de sa longue vie et de sa fructueuse carrière, et que l'on peut apprécier dans les ouvrages qu'il a écrits ces récentes années. Nos relations ont été loyales, parfois agitées, mais toujours chaleureuses. C'est dire qu'une profonde amitié nous avait réunis au fil du temps et nous étions fiers d'être les disciples d'un tel personnage.

Adieu, cher Louis, tu as personnifié un certain type d'homme aujourd'hui malheureusement en voie de disparition.

Maurice Livernault

Il est mort à son poste



Louis est parti mais il est mort à son poste. La curiosité intellectuelle, la volonté inébranlable de comprendre le monde, la passion de l'information, l'énergie pour y accéder et la transmettre ne l'ont jamais quitté. Il y a quelques semaines encore, en juin dernier, il publiait dans le dernier numéro de BI son éditorial mensuel, vaste panorama de la situation internationale, peut-être son meilleur éditorial depuis 18 ans de publication. Diana Johnstone m'écrit à propos de Louis : « il est rare qu'on meure trop jeune à 94 ans mais c'est le cas de Louis, toujours brillant, actif, et même indispensable. » Tous ceux qui l'ont connu savent qu'il ne s'agit pas là d'un propos de circonstance.

Chez Louis, la passion de l'information était inséparable d'un combat quotidien contre les dérives du journalisme de marché, de ses tares, en particulier son conformisme et son bellicisme. La révolte face à ces dérives ont amené Louis à diriger de 1996 à juin dernier un mensuel dont le but premier était de résister à la

désinformation lors des guerres en Yougoslavie puis d'y résister lors d'autres conflits. Louis a su avec tact et une ouverture d'esprit rares agréger les énergies et les compétences de personnes venues d'horizons politiques très divers. Cependant, malgré nos différences, nous nous reconnaissons tous dans ce qui a été sa ligne directrice telle qu'il l'exprimait dans ses livres ou ses éditoriaux : souveraineté nationale, justice sociale et lutte contre les obscurantismes quels qu'ils soient.

Au-delà du considérable travail fourni par Louis, il a su créer à BI quelque chose de rare, probablement impossible ailleurs : faire en sorte que des personnes appartenant à des obédiences idéologiques très différentes, voire opposées, puissent se côtoyer, échanger et travailler ensemble. Sur Mélenchon, Marine Le Pen, le libéralisme ou la politique d'Israël il pouvait y avoir à B.I. des discussions contradictoires, voire véhémentes, mais qui n'entamaient en rien la cohésion de notre groupe.

De cela aussi, je lui suis reconnaissant.

Aujourd'hui, je veux penser à sa vie réussie, à ce siècle presque complet de travail et de joie de vivre.

Fabrice Garniron

Cela s'appelle la résistance

Quand je pense à Louis Dalmas, me reviennent d'abord un regard et une voix, tous deux incisifs et, derrière cette acuité, lourds de toute la puissance du véritable amour de l'humanité. On sentait les générations de haute noblesse qui apprennent à servir sans servilité et au travers même de l'exercice du pouvoir, avec cette suprême désinvolture de celui qui n'a rien à se prouver et peut agir, comme le dit la Baghavad Gita, « détaché du fruit de l'acte ». Ce qui exige la justesse. Je suis l'une des dernières venues dans l'équipe de Balkans-Infos que je n'ai intégrée qu'en 2004 et ne saurais donc parler de son passé journalistique, encore moins de son passé de maquisard trotskyste : à cette époque, je n'étais pas née. De ce que j'ai glané par les allusions des uns et des autres, il a traversé le métier et la vie en enfant terrible, au sens que Cocteau donnait à ce terme, cultivant le sport et l'érotisme quand la mode intellectuelle la plus pesante voulait des intellectuels engagés tous en rang derrière Sartre, et venant à l'engagement à contre-courant, lorsque propagandes et totalitarismes se faisaient insupportables à un homme libre. Cela s'appelle la résistance, je crois.

Cette suprême liberté lui a permis de réunir dans Balkans-Infos des hommes de tous les horizons, de la gauche la plus radicale à la fidélité royaliste, de tous les peuples de cette Yougoslavie que l'on dépeçait sans vergogne dans le sang et les larmes mais aussi de Français qui protestaient contre la politique honteuse

menée en leur nom. Que nous ayons pu malgré ces divergences travailler ensemble à un mensuel qui ne hurle pas avec la meute, et cela quasiment sans ruptures malgré d'homériques discussions en comité de rédaction, donne la mesure de ses qualités d'entraîneur d'hommes. Il m'a beaucoup appris, tant sur le métier de journaliste que sur la façon de susciter le désir de travailler, sur la façon dont un chef désarme les conflits et réveille l'ardeur des troupes, même si le combat n'est que verbal, si l'épée a cédé la place à l'ordinateur.

Lui rendre hommage est une chose. Quelques mots sur une page blanche... Reste à savoir si la meilleure façon de l'honorer est de figer Balkans-Infos sur son n°200 qui annonçait en couverture, comme par une amère ironie, « et on continue ! » ou de tenter de continuer, même sous un autre titre, même sous une autre forme. J'avoue ne pas comprendre ceux de nos amis qui veulent tout arrêter par respect et hommage pour lui, comme s'il fallait que son œuvre devienne un mausolée. Alors qu'elle n'était que lutte en ses dernières années, lorsqu'il avait repris la plume, remonté un journal alors qu'il aurait pu jouir confortablement de sa retraite, parce que l'état du monde demandait que se rallume un flambeau de résistance.

Geneviève Beduneau

Hommage à Louis Dalmas

De Balkans Info à Eurasie Express

Coléreux mais d'une grande urbanité, grand seigneur mais sachant se montrer humble, d'une remarquable discrétion, signe d'une riche vie intérieure, ce qui frappait chez Louis Dalmas était cet assemblage paradoxal de traits hétéroclites. Communiste, il était cependant persuadé du rôle des grands hommes dans l'histoire jusqu'à prendre la défense de ceux qui pour s'opposer aux menées d'un mondialisme totalitaire n'en étaient pas pour autant des parangons de démocratie. Trotskyste, il admirait Staline, dont il me disait encore dernièrement qu'il "était un saint", anti-impérialiste il trouvait du bon dans le programme d'un Clinton et, athéiste acharné, il avait une foi dans la vie, un amour des hommes et une espérance dans le triomphe de la vérité et de la justice qui dépassaient le règne de la matière.

La main ornée de bagouzes d'un marquis des faubourgs, la chevelure restée épaisse sur un regard d'une intensité remarquable, il a conservé jusqu'aux derniers moments

un peu l'allure d'un ancien sportif de haut niveau. Lorsqu'on le rencontrait, l'on avait rarement l'impression de parler avec un nonagénaire, sa jeunesse était étonnante, la jeunesse de ceux qui ont su conserver la flamme de leur révolte, qui le mettait en situation d'égalité avec nombre de jeunes interlocuteurs.

Il menait la vie du journal d'une main de fer, comme s'il s'agissait encore d'un réseau secret. Les comités de rédaction menés au pas de course débutaient inmanquablement par l'inventaire de ce qu'il avait glané dans la presse ou sur internet puis, après que Kosta Kristic ait fait l'un de ces brillants exposés longuement médités sur un sujet d'actualité souvent balkanique ou d'histoire de la presse, il enchaînait par un : "Messieurs je vous écoute", pour les quelques propositions d'articles émanant du comité de rédaction vite interrompues par un "Bon, tu m'envoie ça quand ?", pour conclure par un "Messieurs je vous ai assez vus", toujours avec un léger sourire, mais beaucoup plus gravement le 7 juillet dernier, avant de rentrer une dernière fois à l'hôpital Saint-Louis d'où il nous a quittés.

Une riche expérience de journaliste, commencée dans la presse clandestine pendant l'occupation et à la Libération, lui ont permis de traduire avec d'autres l'indignation ressentie face à la propagande de guerre et à la désinformation véhiculées par l'industrie médiatique pendant les guerres yougoslaves de la décennie 90, par la création d'un journal, Balkans-Infos.

Il a su maintenir cet espace de liberté pendant près de vingt ans, jusqu'au n° 200. L'ironie du sort veut que ce chiffre soit le code par lequel les Russes annoncent la mort d'un des leurs au combat, nous a appris Misha Zaïkine. De prestigieux collaborateurs ont accompagné la vie du journal, j'en retiendrai deux pour ma part : Vladimir Volkoff et le général Pierre-Marie Gallois. Ce dernier, père de la dissuasion nucléaire française, était la seule tête véritablement géopolitique dans une France qui depuis la perte de ses possessions américaines ne joue plus qu'un rôle de plus en plus secondaire dans la politique internationale face au monde anglo-saxon. Quant à Vladimir Volkoff, que les imbéciles considèrent comme un "réactionnaire" et un "nostalgique de la Sainte Russie", il a été l'introducteur en France de la notion de désinformation dont il a déconstruit et expliqué les techniques.

C'est cet espace de liberté et ce combat mené par Balkans-Info puis par B.I., que nous sommes un certain nombre à vouloir continuer sous un nouveau titre, le Bulletin International Eurasie Express. Il reflète l'évolution du conflit commencé en Europe dans les Balkans, entre la volonté totalitaire d'instaurer un ordre mondial unipolaire sous hégémonie américaine et l'alternative que représente l'espace eurasiatique et les BRICS, oeuvrant à un ordre mondial multipolaire fondé sur la coopération et le développement, maintenant l'équilibre par la négociation dans des institutions internationales respectueuses du droit. L'intensification de ce conflit, qui se joue actuellement aux marges de l'espace eurasiatique au Moyen-Orient, en Asie centrale, en Ukraine et bientôt en Extrême-Orient, aggrave toujours davantage l'entreprise de décervelage et de formatage des esprits perpétrée par l'industrie médiatique et les discours des responsables politiques occidentaux qui, toutes tendances politiques confondues, répètent à satiété le même récit plaqué sur une réalité qui le contredit la plupart du temps.



Comme un géant titubant, ne sachant plus où donner de la tête pour parachever une domination universelle qu'ils ont échoué à instaurer après la chute de l'URSS, les Etats-Unis multiplient les mensonges et les pas de clerc à propos de la Syrie et de l'Ukraine : que ce soient sur les armes chimiques qu'aurait utilisées Assad à Damas voici un an ou à propos d'une intervention russe dans l'est de l'Ukraine ou bien encore sur la milice populaire du Donbass qui aurait descendu le Boeing de la Malaysia airlines le 17 juillet dernier, ils sont dans une permanente improvisation exhibant leurs pitoyables stratagèmes. Ils obligent l'Union européenne à décider de sanctions contre la Russie qui se retournent contre elle, dans la perspective de la signature en 2015 du Taité de libre-échange transatlantique, prémisses du démantèlement des Etats européens au profit des firmes nord-américaines. Ces efforts désespérés d'un Occident qui refuse de voir la réalité de sa place toujours plus relative dans un monde où s'affirment de nouvelles puissances, se créent de nouvelles solidarités et où s'affirment d'autres valeurs que le post-modernisme, avatar contemporain de l'antique sophistique, dans lequel il a

sombré, menacent de conduire à un conflit plus vaste et plus destructeur que les conflits par tiers interposés dans le Donbass ou au Moyen-Orient où l'Occident a déchaîné ces monstres jumeaux que sont les néo-nazis ukrainiens ou les terroristes islamistes qu'il a créés et qui maintenant lui échappent. Comme l'exprime en langage diplomatique le ministre russe des Affaires étrangères Lavrov, "L'Occident cherche à établir une structuration verticale de l'humanité selon ses propres standards qui ne sont pas toujours inoffensifs". Et qui conduisent au génocide des russophones d'Ukraine ou des minorités du Moyen-Orient.

Face à cela, célébrant le rapprochement russo-chinois, favorisé par les sanctions occidentales, à l'occasion du soixante-cinquième anniversaire de la République populaire de Chine, le Président Poutine a déclaré qu'il "renforçait la stabilité et la sécurité dans le monde". Ce qu'un haut responsable américain s'est empressé de traduire de la façon suivante, en une projection devenue systématique dans le discours des Occidentaux en politique internationale : "Il ne fait aucun doute que ces deux pays voudraient modifier certains aspects de l'ordre mondial établi depuis 70 ans", ajoutant que les Etats-Unis devaient veiller à ce que les plans nourris par la Chine et la Russie ne rendent pas nécessaires un recours à la force militaire.

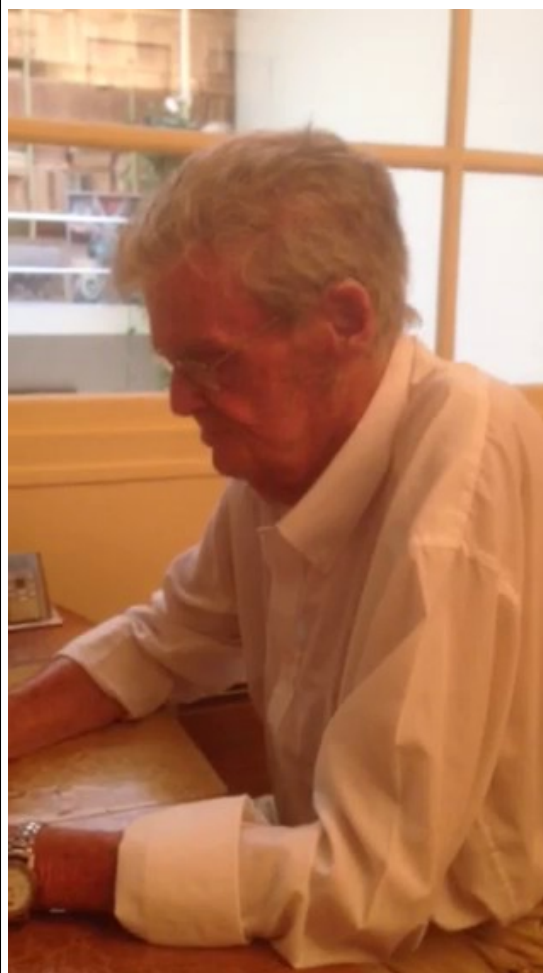
B.I. EURASIE EXPRESS

C'est par un heureux hasard qu'Eurasie Express naît au moment où est signé le Traité d'Union économique eurasiatique qui regroupera la Biélorussie, la Russie et le Kazakhstan à partir du 1er janvier 2015. L'on se souvient des déclarations d'une Clinton, qui se promet de briguer la magistrature suprême lors des prochaines présidentielles américaines, prétendant, à propos du processus d'intégration eurasiatique, que les Etats-Unis ne permettront jamais la renaissance de l'URSS. Car c'est en effet à une redéfinition de l'ordre international hérité de la seconde guerre mondiale à quoi l'on assiste actuellement : cela va-t-il déboucher sur un conflit généralisé qui risque de mettre fin à l'humanité ou sur une entente concertée dans le cadre d'un congrès international, comme le propose Yves Egal, pour fonder un espace unifié du continent eurasiatique de Brest à Vladivostok, Pékin, Tokyo et Shanghai ? Où l'Eurasie pourrait être un pont entre l'Europe occidentale et l'Asie, rétablissant l'antique route de la soie avec les moyens de transports modernes, qui concurrenceraient les voies maritimes sur

lesquelles ont régné les puissances maritimes anglo-saxonnes.

C'est tout cela qu'Eurasie Express se propose d'observer avec la sagacité acquise dans l'expérience de Balkans Info et de B.I. dans la période qui vient, et d'y entraîner ses lecteurs.

Frédéric Saillot



Louis Dalmas

Ecosse, Catalogne, Ukraine, Russie, quel droit pour quels peuples ?

Pourquoi l'Europe veut-elle maintenir l'intégrité territoriale de l'Ukraine, de la Belgique ou de la Centrafrique, mais ne dit rien sur la Catalogne ou l'Ecosse ? Pourquoi le séparatiste est-il gentil à Barcelone ou Edimbourg et méchant à Kharkov/Kharkiv, Bangui ou Banja Luka ?

Les Ukrainiens sont ethniquement, linguistiquement et historiquement des Russes. Comme les invasions ottomanes en Yougoslavie, les incursions turco-mongoles ont séparé au Moyen-âge les slaves de l'Est, qui ont vu leur langue évoluer un peu différemment à Moscou, Minsk et Lviv, mais suffisamment pour générer le narcissisme des petites différences décrit par Freud. Hormis brièvement durant la révolution bolchevique, l'Ukraine n'a jamais été indépendante avant 1991, mais, pour donner l'illusion d'un respect des peuples, les soviétiques l'avaient imprudemment élevée au rang de « république », dans des frontières arbitraires qui ont été gardées en 1991. L'aspiration à une « nation » ukrainienne est-elle plus légitime que

celle pour une nation russe englobant l'Ukraine, la Biélorussie et le Nord du Kazakhstan ?

Peuple, ethnie, nation, plus ou moins la même chose

Le referendum sur l'indépendance de l'Ecosse vient d'apporter une grande confusion dans le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Cela nécessite de revenir sur les notions de peuple, d'ethnie, de nation et d'identité.

Les Britanniques considèrent qu'ils sont constitués de

Il faut d'urgence un congrès européen (de l'Atlantique à l'Oural) sans les Américains, pour entamer une vraie discussion sur toutes les frontières d'Europe, et préparer par la même occasion la future grande Europe de Lisbonne à Vladivostok.

nations différentes. Ce qui, vu du continent, paraît farfelu. Chaque fois qu'un Ecossois précise qu'il n'est pas anglais, nous l'écoutons poliment tout en rigolant sous cape. Car, sauf s'ils portent un

kilt, il est impossible de les différencier de leurs congénères d'outre-Manche. Même race, même langue, même culture, même religion d'origine, le christianisme. Pour nous Français, ils ont tout pour ne former qu'une seule ethnie et donc une seule nation. C'est d'ailleurs la nation britannique qui dominait les mers (Rule Britannia) et non pas différentes « nations » anglaise, écossaise, galloise ou

irlandaise !

A la base de toute considération géopolitique, il y a les peuples, mais ce terme est trop flou, par rapport à celui d'ethnie, qui a été défini par les anthropologues.

Ethnie : "Ensemble d'individus que rapprochent un certain nombre de caractères de civilisation, notamment la communauté de langue et de culture (alors que la race dépend de caractères anatomiques). L'ethnie française englobe notamment la Belgique wallonne, la Suisse romande, le Canada français" (dictionnaire Robert)

On pourrait dire que l'ethnie britannique regroupe tous ceux qui ont la langue anglaise (y compris les Irlandais du Sud), la religion chrétienne (la différenciation entre catholiques et protestants est en voie de disparition) et une histoire récente commune, ce qui élimine ceux qui ont conquis l'Amérique du Nord ou autres terres lointaines. Et l'ethnie russe inclue les Biélorusses, les Ukrainiens et autres russes de l'étranger proche (Kazakhstan notamment).



Anglo-saxons vs Français, deux définitions différentes de la nation

En latin, les « nations » gauloises (qui parlaient toutes la même langue) regroupaient chacune ceux qui étaient

d'une même naissance, d'un même ancêtre, c'est-à-dire les peuples ou tribus de la Gaule. Une nation est alors une tribu, c'est-à-dire une subdivision de l'ethnie gauloise.

Pour un Français, la nation a un sens beaucoup plus large. C'est quand l'ethnie forme un Etat. A ce titre, la nation française est inachevée et devrait englober au moins la Wallonie et la Romandie (quand le système politique français égalera le suisse). La « nation » à l'anglaise, c'est plutôt une survivance historique, tribale, du temps où des différences existaient encore entre catholiques et protestants entre celtes et anglo-saxons.

Sur les îles britanniques, il y avait des celtes partout, envahis par des Angles et des Saxons, qui ont imposé leur langue avant d'être envahis par les Normands, ex-Vikings ayant adopté le français durant leur séjour de 150 ans en Normandie. Les Irlandais ne sont pas passés par l'épisode saxon (ils ont reçu la visite de Vikings) mais ont fini par adopter la langue anglaise, faite de vieux et courts mots saxons et de plus récents longs mots français. Tous les Britanniques sont donc des celtes, mêlés de germains (angles, saxons et vikings) et parlant l'anglais, puisque l'Irlande a appartenu longtemps à l'Angleterre. Comme en Ukraine, ceux qui ont eu une culture de révolte contre le pouvoir (Irlandais, Ecossais...) se croient différents de ceux qui étaient directement soumis au pouvoir (Anglais, Russes). L'Ecosse n'est donc pas une nation au sens large, mais une ancienne « nation » historiquement fondue dans la plus moderne nation britannique.

Y a-t-il un droit illimité pour chaque «

nation » tribale à revendiquer son indépendance par rapport à la nation ethnique ? En d'autres termes, si on a la même langue maternelle, a-t-on un droit de se séparer de ses frères ? Tout dépend de l'identité que chacun se donne.

Identité subjective contre ethnologie ou nation objective

La nation moderne est une notion objective, définie par une langue et une religion d'origine. La langue devenant plus importante que la religion avec la modernité.

Mais il y a un facteur subjectif qui peut tout changer, l'identité, c'est-à-dire ce qu'on ressent être. Par exemple, les Ecossais sont objectivement des Britanniques, les Wallons des Français et les Ukrainiens des Russes, comme les Bretons et les Beaucerons sont des Français. Mais certains d'entre eux se sentent plus Ecossais que Britanniques, ou Ukrainiens que Russes, et voudront vivre entre eux plutôt qu'avec le reste de leur ethnologie-nation. Pourquoi les Catalans et Basques d'Espagne sont indépendantistes, mais pas ceux de France ? Grâce à l'éradication des différences linguistiques (les patois locaux), mais il faut du temps. Si la Yougoslavie avait duré, en paix, un siècle de plus, il est certain que plus un seul Croate n'aurait eu l'idée saugrenue de vouloir se séparer des Serbes. Vive le jacobinisme unificateur ! De plus, l'attrait plus ou moins fort du pays centralisateur joue un rôle : il est

plus facile de rester attaché à une France ou une Grande Bretagne rayonnante et riche qu'à un pays miséreux sortant de la dictature du prolétariat, ou même qu'à une Espagne en crise !

L'identité se manipule

Malheureusement, les forces extérieures jouent aussi un rôle de division... pour mieux régner. En 1991, la dislocation de la Russie par Eltsine dans une datcha près de Minsk correspondait trop aux souhaits de l'Occident pour ne pas avoir été fortement aidée par celui-ci. L'avenir nous expliquera peut-être un jour les détails de cette forfaiture proprement dégueulasse pour la nation russe. Honte à Eltsine et à cette génération d'apparatchiks sans foi ni loi et surtout sans aucun patriotisme !

Ainsi, les empires dominants cherchent à entraver l'unification des nations concurrentes, et finissent par fortement influencer sur le sentiment d'appartenance. Moi-même, j'avais accueilli avec soulagement la division de l'URSS, pensant que cela empêcherait ce terrible empire de perturber l'ordre économique et la paix du monde.

Mais, maintenant que nous savons avec certitude que le peuple russe, et Poutine le premier, adhèrent aux mêmes valeurs que le reste du monde « occidental », qu'il n'a aucune velléité conquérante vis-à-vis des peuples non russes, comment faire pour revenir sur le démantèlement de la partie russe de l'URSS et regrouper les différents peuples de la grande nation russe ? Le « droit » international n'a rien prévu à cet effet.



**En droit international, seul le
séparatisme est légitime... mais pas
tout le temps !**

Spontanément l'Occidental moyen, amoureux des Droits de l'Homme, de la démocratie et de « tout ce que l'Amérique a fait pour nous » (surtout depuis Steve Jobs) prend fait et cause pour les gentils peuples qui veulent se soustraire du joug des tyrans. Car dans l'idéologie égalitaro-libertaire du XXI^e siècle, tout pouvoir est a-priori tyrannique et le bien est forcément du côté des séparatistes, comme si, lors d'un divorce, celui qui veut partir avait tous les droits. L'Ukraine a pu être séparée de la Russie sans rien demander aux Russes. A l'opposé, Mayotte a été rattachée à la France sans que le peuple de France ait eu son mot à dire. Et, après avoir vécu de nos impôts, elle pourra tout aussi bien demander son indépendance, si l'envie lui en prend. Les petits ont tous les droits... sauf quand le séparatisme n'arrange pas la politique états-unienne.

Pour le yes à l'indépendance de l'Ecosse, on voyait danser et hurler de jeunes fêtards, dont tout dans la présentation, attirail, sourires, disait que leur revendication était légitime, jusqu'à ce que les « grandes » puissances (entendez : l'Occident) fassent cesser cet

emballement médiatique. En Ukraine, les séparatistes russes ne sont malheureusement, ni aussi joyeux, ni aussi féminins et sexy ! ça tombe bien, puisque « nous » n'en voulons pas.

Car il y a séparatisme et séparatisme : la Slovénie, la Croatie, le Kosovo, puis l'Ukraine peuvent être séparées de la Yougoslavie ou de la Russie, mais pas question ensuite d'accepter un séparatisme de la part des Krajina, de la Republika Serbska, de Mitrovica ou du Donbass ! La Crimée n'ayant rien d'ukrainien, elle a bénéficié de circonstances atténuantes.

Devant l'absence de théorie de la nation, et donc l'absence de droit des nations ou des ethnies (seuls les Etats ont des droits), la géopolitique est sans repères, et tout se joue par la manipulation médiatique. Bien loin de ce qui se passait jusqu'en 1950 : après Napoléon, le congrès de Vienne de 1815 a redéfini les frontières, sans d'ailleurs chercher à humilier la France défaite, comme le fera le traité de Versailles en 1919 vis-à-vis de l'Allemagne. Du moins a-t-on alors cherché chaque fois à donner des frontières correspondant aux ethnies-nations. On le fera encore après 1945 avec des déplacements de populations pour faire entrer l'ethnie allemande dans ses nouvelles frontières rétrécies. L'ONU, créée justement pour ces questions de frontières, est paralysée, et bien moins capable qu'un Metternich ou qu'un Clémenceau d'élaborer un droit des peuples capable de dire quel peuple a droit de disposer de lui-même... ou pas. Il nous faut un vrai juge de paix international.



Après le non écossais, ouf ! et plus jamais ça !

Le séparatisme est une chose trop grave pour être décidé lors de referendums aisément manipulables. L'Espagne ne survivra pas à l'indépendance de la Catalogne, l'Italie suivra. On ne peut invoquer la démocratie quand il s'agit de détruire un pays. Si Poutine l'a fait en Crimée et le fera au Donbass, c'est par défaut, parce que l'Occident ne comprend que ce langage : la diplomatie mondiale est aujourd'hui totalement incapable de statuer sur la légitimité d'un séparatisme.



Il faut d'urgence un congrès européen (de l'Atlantique à l'Oural) sans les Américains, pour entamer une vraie discussion sur toutes les frontières d'Europe, et préparer par la même occasion la future grande Europe de Lisbonne à Vladivostok.

Pour calmer par avance les ardeurs guerrières de la Pologne, je propose que ce congrès soit organisé à Varsovie (ou dans un pays balte). Sommes-nous oui ou non des Européens ? Ou des vassaux des Etats-Unis ?



« Diaboliser Poutine n'est pas une politique, mais une manière de masquer une absence de politique ». (Henry Kissinger, « Washington Post » du 5 mars 2014).

Yves Egal

Turquie

État islamique, coup d'état en Ukraine et sanctions contre la Russie : les nouvelles orientations de la Turquie

Ce vendredi 12 septembre, le Secrétaire d'Etat américain John Kerry se précipitait en Turquie pour supplier le président Erdogan et le ministre des Affaires étrangères Mevlut Cavusoglu de se rallier à la coalition en lutte active contre l'Etat Islamique. Ce n'est pas la première fronde de la Turquie ni son premier refus de s'associer aux opérations militaires de l'OTAN dans la région. Lors de la seconde guerre du Golfe, la Turquie avait même fermé son espace aérien aux USA et à leurs supplétifs. Mais le refus actuel s'inscrit dans un ensemble de prises de

positions de politique internationale qui ont même jalonné la campagne des élections présidentielles de Turquie, élections qu'Erdogan a largement gagnées au grand dépit de la presse occidentale qui soutenait depuis des mois les partis d'opposition. Si l'on veut dépasser les analyses à courte vue, il faut revenir sur ces nouvelles orientations de la Turquie et tenter de les déchiffrer à la lumière des constantes de la géopolitique régionale.



Les aléas de l'ingérence turque en Syrie

Fin mai, M. Davutoğlu, alors ministre des Affaires étrangères, avait entamé une large tournée de visites d'Etat par une réunion tripartite des chefs de la

diplomatie de Turquie, de l'Azerbaïdjan et du Turkménistan, avant de se diriger vers la Russie pour la 4e édition du groupe de planification stratégique conjoint constitué au sein du Conseil de Coopération Turquie-Russie, puis vers l'Algérie pour la 17e réunion du Mouvement des Non-alignés et enfin vers la Tanzanie. Lors de ces rencontres, il avait eu l'occasion d'aborder lors de plusieurs tête-à-tête les questions brûlantes du Proche-Orient et de l'Afrique : Egypte, Syrie et Lybie. De ces trois pays en

crise, la Syrie était sans doute la plus essentielle pour le gouvernement turc. Au début de la crise, lorsque les USA et les autres pays de l'OTAN ont crié haro sur Bachar el-

Assad, la Turquie leur a emboîté le pas et financé les rebelles, sans enthousiasme mais à cause d'un vieil antagonisme entre les deux pays issus du dépeçage de l'empire

ottoman. En novembre 2012 toutefois, suite à de nombreux incidents frontaliers, la Turquie faisait appel à ses alliés de l'OTAN pour lui fournir des armes contre les attaques aériennes venues de Syrie. À l'époque l'Allemagne, les Pays-Bas et les États-Unis s'engagèrent à déployer chacun 2 batteries antimissiles Patriot PAC-3 à proximité des villes de Malatya, Diyarbakir, Adana et Urfa. Ce qui fut fait, dans le cadre de l'opération « Active Fence » en janvier 2013. Or, bien que la menace n'ait pas disparu, les Pays-Bas viennent d'annoncer ce 28 août, 6 mois avant la fin de leur engagement, qu'ils se retirent et qu'ils allaient rapatrier leurs deux batteries Patriot d'ici janvier 2015. Le gouvernement néerlandais a en effet décidé de ne pas reconduire la mission de son détachement déployé à Adana, pour raison budgétaire. Mais ce déploiement a provoqué l'ire tant de Damas que de Téhéran tandis que, dans les années 2003-2010, c'est la politique turque de bon voisinage avec l'Iran et l'Irak qui amenait des réserves dans le camp

atlantiste. Et dès ce mois de juin 2014, la Turquie débordée par l'afflux de réfugiés syriens contre lesquels commence de monter une forte grogne populaire, entreprenait de construire un mur le long de la frontière entre les deux pays. Outre les réfugiés authentiques, djihadistes et contrebandiers s'étaient installés à leur aise dans les zones frontalières et le gouvernement turc redoute désormais les retombées du chaos instauré par les USA.



Le 4 juin, il retirait tout soutien au front Al-Nosra et, sans normaliser ses relations avec la Syrie, semblait revenir à une certaine neutralité dans le conflit.

La Turquie au carrefour des empires

Comme toujours, la géographie impose une grande part de la politique. Lors de l'effondrement de l'empire ottoman, la

Turquie a perdu tout le sud de son territoire découpé, avec des frontières qui purent varier, en Syrie, Liban, Jordanie, plus tard Israël, Egypte, Irak, ainsi qu'une partie de ses terres caucasiennes. Elle a dû depuis plus d'un siècle composer entre les protectorats anglais et français sur ses anciennes provinces et les appétits russes pour les mers chaudes. Dans ce contexte, pour sauvegarder sa souveraineté et ses propres capacités de développement économique, elle a dû jouer un jeu de balancement et de difficile équilibre entre ces puissances. Le kéralisme lui-même n'en est qu'un épisode. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les USA ont remplacé les puissances européennes mais leur domination, si elle a pu protéger la Turquie des exigences territoriales de l'URSS – en la jetant dans les bras de l'OTAN – n'a pas apporté les fruits espérés par Ankara et, après la chute du régime communiste et la fin de la guerre froide, la stratégie de chaos instaurée par Washington dans la région ne pouvait que déclencher la méfiance du gouvernement turc. Tancred Jossier, dans

une analyse parue le 24 août sur le site Diploweb, jugeait pourtant que, malgré ses velléités

d'indépendance, « la Turquie se retrouve rejetée dans le camp occidental à la tête d'un bloc sunnite (Arabie Saoudite-Qatar) croisant le fer avec un axe chiite (Syrie-Irak, Iran) soutenu par les puissances émergentes (Chine-Russie). » Mais les choses ne sont jamais si définitives dans l'Orient compliqué...

Les retournements d'alliances

Tandis que l'on assiste, en cette fin d'été, à un total renversement d'alliance lorsque les jihadistes lancés contre Bachar al-Assad se détournent de cette proie trop dentue pour se tailler un califat entre le nord de l'Irak et l'est syrien, la crise qui se déroule en parallèle sur le territoire ukrainien ajoute aussi aux réflexions de la Turquie. Les sanctions prises contre la Russie

l'amènent à cesser d'acheter viande, poisson, fruits et légumes aux USA, aux pays européens, au Canada, à la Norvège et à l'Australie ? Qu'à cela ne tienne, la Turquie prend le relais. Dès le 12 août, le

ministre de l'agriculture d'Ankara engageait des discussions avec son homologue russe sur la simplification des procédures d'exportation et l'augmentation du nombre de licences accordées aux entreprises turques. Il s'agit surtout de fruits et légumes mais les biens manufacturés qui représentent déjà quelques milliards de dollars seraient aussi concernés par l'accord. On ne s'étonnera donc pas de la position turque plutôt favorable à la Russie dans le dossier ukrainien, s'élevant en particulier avec fermeté contre les sanctions américaines. Lors de sa rencontre en mai avec Serguei Lavrov, ministre des affaires étrangères de Russie, Ahmet Davutoglu avait abordé les « conflits gelés » du Caucase et les deux étaient tombés d'accord sur la nécessité de les régler au plus vite afin de ne pas donner lieu à de nouvelles Ukraines. C'est dans cette perspective qu'il faut comprendre les efforts en direction de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan pour le règlement de la situation du Haut-Karabagh ou l'ouverture étonnante à l'égard des Kurdes, rempart contre l'Etat Islamique. En

juillet, les discussions russo-turques ont abouti à la proposition de régler les échanges dans les monnaies nationales et non en dollars.

Selon RIA Novosti, « la Russie arrive en deuxième position parmi les partenaires commerciaux de la Turquie après l'Union européenne, et la Turquie se classe huitième parmi les partenaires de la Russie. » Elle sera bientôt le premier importateur de gaz russe. Elle est déjà l'importatrice de 18% du blé russe, juste derrière l'Egypte. Nul ne renoncera à cette manne pour les beaux yeux d'Obama.

Est-ce un hasard ? c'est encore en ce mois d'août que la presse allemande, en l'occurrence Der Spiegel, révèle que depuis 2009 l'Allemagne espionne activement la Turquie et l'a mise sur écoute permanente. Une protestation officielle d'Ankara s'ensuit très logiquement. Et début septembre, on apprenait sans surprise par le même Spiegel que les USA et la Grande-Bretagne n'étaient pas de reste dans l'espionnage de la Turquie.

La Turquie n'a pas le choix.

L'OTAN n'a jamais été pour elle qu'un moyen d'éviter de nouvelles pertes territoriales dans l'immédiat après-guerre mais, depuis la plus haute antiquité, elle se trouve géographiquement coincée entre des empires rivaux pour lesquels elle représente soit le coin à enfoncer vers la route des caravanes d'Asie, soit le débouché de ces mêmes routes vers la Méditerranée et l'occident. En même temps, elle verrouille le Caucase et les échanges vers les steppes du nord. Sauf à devenir elle-même un empire, ce qu'elle a réussi pendant quelques siècles, sa puissance signifie qu'elle joue un rôle d'arbitre entre les pays plus faibles de la région et de balancier entre les grandes menaces impériales, aujourd'hui comme hier, en contrôlant les routes et le commerce. Toutefois, elle a depuis quelques décennies réorienté sa politique étrangère et ses activités économiques vers un espace plus lointain, l'Afrique subsaharienne, ce qui signifie qu'elle s'appuie sur l'islamisation du continent face aux régions chrétiennes issues des diverses colonisations : ses partenaires se nomment

Niger, Bénin, Cameroun, Djibouti... Ce n'est pas un espace totalement nouveau puisque l'empire ottoman l'avait largement investi autrefois mais sa reconquête en douceur implique de se poser en arbitre de l'islam plutôt qu'en allié des pays occidentaux.



La Turquie et la question kurde

En ce qui concerne les relations avec les Kurdes, la Turquie sert d'intermédiaire commercial pour l'acheminement du pétrole de la région kurde à peu près autonome d'Irak. La Turquie a annoncé en mai avoir commencé à livrer sur les marchés internationaux du pétrole en provenance du Kurdistan irakien, alors que

Bagdad exige que toutes les exportations de pétrole pompé sur le territoire irakien passent par le gouvernement central. Mais cette bienveillance envers le Kurdistan irakien ne semble pas s'étendre à celui de Syrie et ne signifie pas un encouragement au séparatisme en Turquie même. L'orient est toujours compliqué ! Outre le contrôle du pétrole, il faut noter celui de l'eau. En juin, le gouvernement turc avait bloqué grâce à ses barrages le débit de l'Euphrate qui alimente tant la Syrie que l'Irak. Le niveau d'eau du lac Assad, le plus grand plan d'eau de Syrie, aurait alors baissé de 6 mètres. En quelques jours, 7 millions de Syriens n'ont plus eu ni eau ni électricité. Mais cette retenue avait peut-être d'autres causes que l'hostilité envers Bagdad ou Damas : à ce moment, l'État islamique contrôlait le barrage de Tishrin, l'un des trois barrages de Syrie sur l'Euphrate, donc en aval des barrages turcs.



Réorientation de la géopolitique turque

Dans son ouvrage paru en 2001, *Strategic Depth*, Ahmet Davutoğlu alors ministre des affaires étrangères et désormais premier ministre, jugeait que la Turquie fait partie des quelques pays considérés comme puissance centrale dans le grand jeu mondial. Il exprimait le rôle global et stratégique de son pays dans les régions suivantes : Balkans, Caucase, Asie centrale, Caspienne, Méditerranée, Golfe et Mer Noire. Puissance centrale signifie régulateur des conflits locaux et interlocuteur obligé pour les puissances mondiales et,

de fait, il envisageait sa politique étrangère comme facteur de résolution des disputes bilatérales de façon à ce que la somme résultante soit nulle, c'est à dire équilibrée entre les belligérants et doublement bénéfique pour la Turquie.

Pourtant, la presse française, écho d'une certaine presse anglo-saxonne, la plus soumise, ne cesse de prédire l'échec de la politique turque, le ralentissement de son économie qui se porte pourtant mieux que la nôtre, et de désigner Erdogan comme un dictateur qu'un jour ou l'autre sa propre opposition finira bien par renverser. Ah, le vieux rêve des révolutions de couleur !

Faut-il en inférer que l'existence d'une puissance centrale au Proche-Orient freine trop la stratégie du chaos initiée par les USA à l'encontre du monde musulman ? En tout état de cause, l'envoi de John Kerry pour quémander le soutien militaire de la Turquie contre l'Etat Islamique, même si sa tournée des popotes l'a ensuite emmené en Jordanie, en Egypte, en Arabie saoudite, au Qatar et en d'autres pays sunnites susceptibles de se retourner contre les jihadistes, montre que cette puissance locale n'est pas entièrement un leurre.

Geneviève Béduneau

Ukraine

Les accords de Minsk: une trêve électorale ?

Rappelons que la situation présente résulte d'un coup d'Etat perpétré à Kiev le 21 février dernier à la faveur de la provocation des snipers, sponsorisé par les Etats-Unis (1), avec la participation directe des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne Fabius (France), Steinmeier (Allemagne) et Sikorski (Pologne)

(2). La mobilisation du Maidan, encadrée et monopolisée par les forces de l'extrême-droite radicale issue de

l'OUN-UPA collaborationniste pendant la deuxième guerre mondiale, notamment le parti Svoboda, ex-parti national-socialiste d'Ukraine, qui a connu une forte progression lors des élections à la Rada en octobre 2012, et le Pravy Sektor, qui a réussi à drainer les franges radicales de la mobilisation, ou encore le parti Radical du nervis fasciste Oleg Lyashko, a conduit à la mise en place d'un gouvernement où prédomine l'idéologie ultra-nationaliste sortie de son ghetto de l'ouest galicien et uniaste (3).

Le fascisme ukrainien conduit au génocide des russophones

En contradiction totale avec la réalité multiculturelle et multiconfessionnelle de cette région du sud de la Russie, les mots d'ordres ont d'emblée été ceux d'une unification du pays sous le signe de cette idéologie excluante. A commencer par le refus de la langue, de la presse, de la culture et de tout ce qui peut avoir un



lien quelconque avec la Russie, c'est-à-dire le refus des êtres humains qui en sont porteurs, alors que près de 90% des Ukrainiens - si une partie d'entre eux

pratiquent les différentes formes de la langue vernaculaire quand une majorité également les comprend - sont russophones. Comme l'étaient Nicolas Gogol et Mikhaïl Boulgakov qui ont apporté leur contribution à la langue et à la littérature russes, tout comme Balzac et Zola, écrivains français d'origine occitane, l'ont fait pour la langue et la littérature française. Bref, une ukrainisation aggravant celle entreprise déjà systématiquement depuis 1991, causant des dégâts considérables,

notamment dans le domaine de l'éducation. Et l'on sait trop comment l'humanité a résolu ce genre de contradiction par le passé : un génocide. C'est ce qui a été entrepris de façon ouverte dans le Donbass, dans le silence assourdissant, scandaleux et complice des politiques et des médias occidentaux, et de façon larvée dans le reste du pays.

On connaît la suite : après les massacres d'Odessa le 2 mai et de Marioupol le 9, après le refus autistique des dirigeants de Kiev d'accorder la moindre attention aux revendications de fédéralisation et de reconnaissance officielle de la langue russe, le 11 mai les Oblasts (Régions) de Donetsk et de Lougansk dans l'est du pays, historiquement russes - tout comme les régions d'Odessa, de Kharkov, de Dniepropetrovsk, de Kherson et de Zaporozhié - organisent un référendum qui décide massivement l'indépendance et la création des Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk. C'était un mois après qu'à la mi-avril, faisant fi des accords passés à Genève entre les USA, l'UE, l'Ukraine et la Russie à Genève, le gouvernement illégitime de Kiev ait lancé contre le Donbass une Garde nationale composée d'une part importante d'activistes du Maïdan et les bataillons de néo-nazis et de mercenaires notamment polonais, paradoxalement financés par

l'oligarque de Dniepropetrovsk Kolomoïski, par ailleurs président de la Communauté juive unie d'Ukraine et président du Conseil européen des communautés juives. Là ces bandes de néo-nazis, venus de Svoboda, du Pravy Sektor et du parti Radical, ont commis le pire en bombardant les populations civiles à l'artillerie lourde et par voie aérienne, n'hésitant pas à utiliser les bombes à fragmentation et au phosphore, quand les résistants de la milice populaire n'avaient à leur opposer au départ que des fusils automatiques.



Un conflit asymétrique qui tourne à l'avantage de la milice populaire du Donbass

Le siège de Slaviansk, commencé en mai, va durer près de deux mois, jusqu'à ce que pour éviter l'extermination, le chef de la milice Strelkov décide le retrait vers Donetsk, laissant la voie ouverte à la pénétration des forces de Kiev au coeur du Donbass, assiégeant alors Donetsk et Lougansk que l'on a cru sur le point de tomber, quand une



offensive était lancée le long de la frontière russe pour boucler la nasse dans laquelle prendre l'insurrection. Le piège se refermait, les réfugiés se précipitaient par dizaines de milliers vers la frontière russe, bombardés, mitraillés par les bandes néo-nazies, avant qu'elle ne soit définitivement fermée, crimes de masse dont les seuls témoins, les journalistes russes, étaient assassinés froidement un à un, pour qu'il n'y ait pas

de traces : Anatoli Klian à Donetsk, Igor Korneliouk et Anton Volochine à Lougansk, et enfin le photographe André Sténine, assassiné puis brûlé dans sa voiture, alors qu'il circulait dans une colonne de voitures de réfugiés qui connaîtront le même sort. Quand un Benoît Vitkine, de cet ex-journal de référence qu'est *Le Monde*, débarquant à Slaviansk dans les bagages de la soldatesque de Kiev, alors que les défenseurs de la ville venaient de forcer le barrage les encerclant pour se replier sur

Gorlovka et y positionner leurs défenses, parlait de fuite, parcourant les positions tenues par la milice populaire pour y observer les bols de soupe abandonnés à moitié pleins. On lui accordera le bénéfice du jeune âge et de la méconnaissance d'une vieille tactique militaire russe dont Strelkov est un fervent continuateur, le retrait tactique. Mais on ne lui pardonnera pas de n'avoir pas témoigné des crimes des bandes néo-

nazies envoyées par Kiev, puisqu'il était avec eux, après le départ de la milice, crucifiant un enfant sur la grand Place de Slaviansk sous les yeux de sa mère, une femme de milicien (4), traînée ensuite jusqu'à la mort par un char, et incitant les mouchards à dénoncer les auxiliaires de la résistance dans la ville.

Le retrait défensif est articulé avec la tactique du chaudron qui consiste à laisser avancer l'ennemi loin de ses positions pour ensuite le couper de ses arrières, tactique rendue possible seulement par une parfaite connaissance du terrain, ce qui prouve que si la milice populaire du Donbass reçoit l'apport de volontaires russes elle est essentiellement composée de locaux. Ce qui va lui permettre de tailler en rondelles les forces de Kiev le long de la frontière puis entre Donetsk et Lougansk. Dix fois inférieure en nombre, la milice populaire du Donbass va prendre le dessus sur des forces ukrainiennes démoralisées et dont les éléments moins fanatisés passent souvent de son côté, et récupérer une partie du matériel blindé et de l'artillerie quand ils ne sont pas détruits. Aux dires de Porochenko lui-même, 65% de l'armement ukrainien a été laissé dans le Donbass. Une contre-offensive de la milice est alors menée qui libère complètement le frontière et va jusqu'à Marioupol, port de commerce sur

la mer d'Azov au sud de Donetsk, prémisse de l'enclavement de l'Ukraine de l'ouest car toute la côte de Marioupol à Odessa est située en Nouvelle Russie. Donnant ainsi un coup d'arrêt à l'entreprise génocidaire et menaçant la place-forte de l'oligarque Kolomoïski à Dniepropetrovsk.

Les accords de Minsk résultent d'un compromis entre les USA et la Russie

C'est sans doute ce qui a incité le régime de Kiev et ses sponsors occidentaux à accepter le plan de paix proposé par le président Poutine le 3 septembre et avalisé par le groupe de contact - réunissant l'OSCE, l'Ukraine, la Russie et les Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk, leur accordant ainsi une reconnaissance de fait - le 5 septembre puis les 19 et 20 septembre à Minsk, capitale de la Biélorussie, qui a joué un rôle de médiation dans le conflit. Il s'agit d'un cessez-le-feu accompagné d'un retrait de l'artillerie lourde et de l'interdiction de survol par l'aviation de combat et les drones autres que ceux de l'OSCE, observé par cette dernière, et de l'organisation d'élections anticipées à Donetsk et Lougansk, bénéficiant d'un statut spécial voté ensuite à la Rada. Bien sûr ce cessez-le-feu est soumis à des violations, notamment de la part de Kiev qui en profite pour regrouper ses forces autour de Donetsk et Marioupol,

préparant une nouvelle offensive. Mais c'est le statut du Donbass qui est la pierre d'achoppement, déchaînant l'ire des radicaux galiciens bien sûr, mais également de Timoshenko, qui conserve la haute main sur les structures de force, et jusqu'à Porochenko lui-même lors de sa conférence de presse du 25 septembre, déclarant qu'"il n'existe aucune loi sur un statut spécial du Donbass" (5). Pour les responsables de la Nouvelle Russie cependant, la réalité de ce nouvel Etat, gagné par les armes, ne fait aucun doute : regroupant les Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk, il a vocation à accueillir en son sein les régions de Kharkov, Dniepropietrovsk, Zaporozhié, Odessa et Kherson, c'est-à-dire tout l'est et le sud de l'ex-Ukraine, historiquement russes. Odessa, voisine de la Transnistrie, a d'ores et déjà entrepris de bénéficier de ce statut spécial quand la Roumanie et la Hongrie exigent un régime d'autonomie pour leurs minorités de Transcarpatie, arrêtant la livraison de revers de pétrole et de gaz à l'ex-Ukraine, en cessation d'approvisionnement par la Russie pour non paiement d'une dette qui s'élève à cinq milliards de dollars.

Une nouvelle fois en l'espace d'un an, le président Poutine aura donc trouvé une solution à une grave crise internationale.

La dernière fois c'était lorsque les Occidentaux, s'apprêtant à bombarder la Syrie, avaient monté une opération de désinformation vite éventée sur l'utilisation d'armes chimiques par l'armée régulière syrienne dans la banlieue de Damas. En accord avec le président Assad, il a alors proposé la destruction du stock d'armes chimiques syrien, sauvant ainsi la face des Etats-Unis. Qui ne lui en ont pas su gré puisque quelques semaines après était mis en oeuvre un coup d'Etat à Kiev, à l'occasion du refus par le président Yanoukovitch de signer l'accord d'association et de libre échange avec l'Union européenne, permettant une nouvelle offensive contre la Russie en essayant de détacher l'Ukraine de l'espace d'intégration eurasiatique de l'Union douanière et de l'Union économique eurasienne promues par elle. Depuis cependant, dans une actualité internationale dont la conflictualité s'accélère toujours plus, l'Etat islamique a pris le contrôle du nord de l'Irak et de la Syrie, fédérant les aspirations de toute une partie frustrée du monde musulman sunnite. Le Franckenstein créé par les Euratlantistes a une nouvelle fois échappé à son maître - à l'exemple des Talibans créés par les USA pour combattre l'URSS - le menace et le provoque par l'exécution mise en ligne d'otages déguisés en détenus de Guantanamo. Loin de se tourner vers les

seuls alliés qui pourraient les seconder efficacement, l'Iran et la Syrie, les USA tentent alors de mettre en place une coalition leur permettant de continuer à servir leurs desseins au Moyen-Orient et commencent d'emblée à bombarder l'Irak et la Syrie, sans le feu vert du Conseil de sécurité de l'ONU. Pour cela ils ont besoin de l'accord de la Russie et de la Chine. C'est sans doute là la raison, avec les cuisants revers militaires du régime de Kiev dans le Donbass, de la signature des accords de Minsk.

L'effet boomerang de sanctions qui favorisent l'émergence d'un monde multipolaire

C'est sans doute aussi la raison de l'accueil triomphal de Porochenko au Canada et à Washington le 18 septembre, à qui l'on a fait beaucoup de risettes sans pourtant rien lui accorder de substantiel : ni le statut spécial d'allié non-membre de l'OTAN, ni les crédits supplémentaires, ni des livraisons d'armes. Ou du moins, pas ouvertement : en plus des 10 000 membres de l'OTAN, conseillers américains et mercenaires polonais et baltes actifs en Ukraine, viennent d'arriver à Kiev huit experts militaires chargés d'étudier "les possibilités d'élargir la coopération avec Kiev en vue de renforcer les capacités militaires de l'Ukraine" (6). Tant il est vrai que les USA et leurs alliés euratlantistes n'auront de

cesse d'affaiblir la Russie, pour l'empêcher de jouer ce rôle moteur qui est le sien dans l'émergence d'un monde multipolaire, respectueux du droit international et tourné vers la coopération et le développement. D'où les sanctions dont les effets néfastes pour un espace occidental déjà en crise, et notamment l'UE, ne cessent d'être décriés par les responsables économiques français, allemands et américains. Elles n'auront eu pour effet que de renforcer la coopération entre la Russie et ses voisins asiatiques, et, provoquant les sanctions prises en retour par la Russie dans le domaine agricole contre l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale, de renforcer la production intérieure et les échanges avec d'autres pays producteurs et notamment l'Amérique latine. Les échanges avec l'Iran et l'Argentine se feront désormais en monnaies nationales, comme le marché énergétique avec la Chine, affaiblissant toujours plus la position du dollar comme monnaie d'échange internationale, vraie raison de la poursuite américaine dans ses efforts de domination universelle unipolaire, seule exception dont les Etats-Unis puissent se targuer. N'hésitant pas pour cela à utiliser ces monstrueux jumeaux que sont les terroristes islamistes et les néonazis ukrainiens, alliés dans les guerres de Tchétchénie où ils ont commis les pires horreurs, qui se retournent contre elle.



La Nouvelle Russie : une reprise des travers de la politique ukrainienne ou un nouvel Etat révolutionnaire en Europe ?

Le fragile répit accordé par les accords de Minsk, offre cependant l'occasion à la Nouvelle Russie de sortir du "communisme de guerre", d'après l'expression utilisée par Alexandre Khodakovski, commandant du bataillon Vostok et ancien commandant de l'unité spéciale ukrainienne Alpha (7), pour préparer les élections locales prévues début novembre et pour créer les structures d'un Etat indépendant, à commencer par l'unification des Forces armées dont le ministère est en cours de création, à l'occasion d'une concertation des commandants des Républiques populaires de Donetsk et Lougansk. La nature du combat de partisans mené au départ dans la clandestinité a forcément entraîné une structure atomisée des forces armées du Donbass. Mais la politique, ses enjeux et ses intérêts crée également des divisions. La presse fait état de divergences entre Strelkov et Khodakovski par exemple, qui critique publiquement Strelkov pour le retrait "sans concertation" de Slaviansk, qui s'est traduite par une "grande perte de territoire" alors que "nous pouvions tenir

le coup à Donetsk sans eux" (*Ibid.*). Une autre unité, commandée par Alexandre Zakhartchenko, l'actuel premier ministre de la République populaire de Donetsk, le bataillon Oplot, a assuré la protection de l'administration et de la radio-télévision locales, ainsi que des biens de Rinat Akhmetov, l'oligarque de Donetsk dont la fortune est évaluée par *Forbes* à 15 milliards de dollars, au début du conflit au mois de mai.

A ce moment-là, cette ancienne éminence grise qui a favorisé l'élection de Yanoukovitch et financé le parti des Régions semble avoir tout perdu : à Kiev face au Maidan et dans le Donbass où ses avoirs sont menacés par la mobilisation. Kolomoïski, le financier des bataillons néo-nazis, qui joue d'ailleurs sa propre partie en concurrence avec Porochenko en voulant conquérir un Donbass vidé de sa population pour y exploiter ses gisements de gaz de schiste en toute quiétude, menace également de confisquer ses avoirs. Alexandre Borodai, alors premier ministre, qui va démissionner au profit de Zakhartchenko, déclare dans une interview qu'il n'est pas question de nationaliser les entreprises d'Akhmetov car "il n'est pas Kolomoïski, il n'a pas machiné de révolution ni déclenché de guerre civile et il a beaucoup fait pour le Donbass. Certes, il a fait des déclarations hostiles à la RPD et il a refusé de lui payer ses impôts, mais j'espère que ses points de vue vont radicalement changer" (8). Et là nous touchons un élément essentiel de la politique ukrainienne, où les oligarques font la loi et tiennent les ficelles du jeu

politique, contrairement à la Russie où, depuis la condamnation de Khodorkovski, les oligarques sont eux soumis à la loi. A un moment où l'Ukraine, après vingt ans d'une indépendance improductive, voit son parc industriel venir à obsolescence et se trouve sur le point d'être rachetée par la Russie qui domine son système bancaire, une majorité d'oligarques a fait le choix de l'Union européenne, certains menacés d'un gel de leurs avoirs placés en occident, pour préserver leurs sources de profit. Et gare à ceux qui n'obtempèrent pas comme Dimitri Firtash, "l'empereur du gaz en Ukraine", arrêté en mars à Vienne. Akhmetov, lui, prend ses distances avec la "famille" de Yanoukovitch - destinée par l'ancien président à le libérer de la tutelle oligarchique en lui faisant concurrence, ce qu'elle voit d'un très mauvais oeil - et commence à pencher pour une intégration à l'UE vers le milieu de l'année 2013. Et il semblerait que loin de connaître le sort d'un Berezovski, pour lequel il faudrait un "Poutine ukrainien", Akhmetov ait encore suffisamment d'influence pour acheter d'autres députés dans la prochaine Rada afin de peser sur une politique qui garantirait ses avoirs (9).

C'est une tout autre politique que proposent le mouvement Nouvelle Russie de Pavel Goubariev et pour laquelle a combattu Strelkov. Dans un article programmatique le premier a détaillé un programme de lutte contre la corruption, dont il est un spécialiste universitaire, qui réalisera le "rêve du Maïdan". Et il déclare que la Nouvelle Russie, à laquelle

il propose que soient fédérées les régions "de Lougansk à Odessa" par voie de référendum, sera une "serre pour les petites et moyennes entreprises", quand la grosse industrie se verra limitée à ses activités économiques et devra payer ses impôts (10). On le voit, un programme plutôt poutiniste appliqué à la Nouvelle Russie. Les entités déjà existantes devraient d'ailleurs bientôt passer à la zone rouble et recevoir directement des livraisons de gaz de Russie quand Kiev, "ayant chanté tout l'été", va se trouver fort dépourvue, ce dont les Yatseniouk, Klitshko et autres Tourtchinov vont se trouver comptables au moment des élections à la Rada le mois prochain. Quant au second, l'un des concepteurs de la contre-offensive d'août, il a récemment déclaré lors d'une conférence de presse donnée à Moscou après sa démission que les accords de Minsk "sont une honte", que "l'offensive des forces d'autodéfense contre l'ennemi paniqué a été enrayé par une cinquième colonne infiltrée dans le gouvernement russe" (11).

Les crimes contre l'humanité perpétrés par le régime totalitaire de Kiev et la responsabilité occidentale

La révolution entreprise dans le Donbass va-t-elle donc déboucher sur la création d'un véritable Etat révolutionnaire en Europe, ralliant les déçus du Maïdan dans le reste du pays ? Tout dépend de la capacité de la société ukrainienne à se débarrasser d'un néo-nazisme qui a couvé dans l'ouest du pays et dans la

diaspora banderiste depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, ranimé par les ONG américaines afin d'être instrumentalisé contre le projet d'intégration à l'espace eurasiatique. Les études réalisées par l'expert Stanislav Byshok montrent à quel point le mal est profond (12). Ce que confirme une lettre de l'opposant russe Alekseï Sakhnine à l'un de ses camarades, après un récent séjour en Ukraine, notamment à Odessa, qu'il résume ainsi : "Comme tu le sais, y règne un véritable fascisme" (13). Les prochaines élections à la Rada - auxquelles l'opposition est pratiquement empêchée de participer quand la presse est muselée - risquent de voir apparaître une majorité radicale, Porochenko lui même venant de proposer d'accorder aux combattants de l'UPA le statut de

"participants à la deuxième guerre mondiale" (14), diront si les accords de Minsk n'étaient qu'une trêve électorale. Alors que la révélation des fosses communes "remplies de corps d'habitants, torturés et exécutés par les militaires ukrainiens" (15), qui commencent à être mises à jour, après leur retrait, dans les zones qui étaient contrôlées par les forces Kiev, placent la "communauté internationale" face à ses responsabilités. A commencer par les Barroso, les Ashton, les Füle, les Sariusz-Wolski et autres Nuland et Obama, sans parler des Hollande, Fabius, Merkel et Steinmeier, tous comptables des crimes encouragés par leur ingérence.

Frédéric Saillot, le 29 septembre 2014.

- (1) Le journaliste britannique Neil Clark a révélé que "les Etats-Unis ont investi 5 milliards de dollars dans différentes ONG en Ukraine pour financer les activités visant à renverser le président Yanoukovitch et le pouvoir légitimement élu dans ce pays" (*Ria Novosti*, 18/09).
- (2) Voir mon article dans *B.I.* n°197 d'avril 2014.
- (3) L'église uniata, fer de lance de Rome et de la Pologne contre l'orthodoxie, est de rite orthodoxe mais elle dépend de Rome.
- (4) Facebook Eurasie Express (FB EE), Flash info 12/07/2014, posté le 16/09.
- (5) *Ria Novosti* 26/09.
- (6) *Ria Novosti* 28/09, citant les propos de la porte-parole du Pentagone Eileen Leinez.
- (7) *Komsomolskaïa Pravda*, interview du 11/09/2014.
- (8) *Ria Novosti* 31/05, FB EE, Flash du 31/05, posté le 16/09
- (9) *Kommersant* du 28/07/2014, "Bogatch, Biednak" (Le richard et le pouilleux).
- (10) FB EE, 11/09, traduit de Novorossia n°7 du 1er août 2014.
- (11) *Ria Novosti* 12/09, http://m.youtube.com/watch?v=GHbHXB_9vCw
- (12) Voir www.eurasiexpress.com, "Les dix signes de la fascisation de la société ukrainienne", 25/09/2014
- (13) *Komsomolskaïa Pravda* 30/09.
- (14) *Komsomolskaïa Pravda* 25/09.
- (15) *Ria Novosti*, 25/09



MOLDAVIE

Entre Roumanie et Ukraine : La République moldave en 2005, un Etat à l'avenir incertain



Un chemin européen semé d'embûches

Le 27 juin dernier, à Bruxelles, la Moldavie, ainsi que l'Ukraine et la Géorgie, ont signé un accord d'association avec l'Union européenne. Le Premier ministre moldave Iurie Leanca s'est félicité de ce jour «historique» qui marque un premier pas vers l'adhésion de son pays à l'UE. Leanca, brûlant les étapes, a déclaré que Chisinau allait déposer une demande officielle d'adhésion à l'UE au cours du second

semestre de l'année 2015, espérant bien convaincre les 28 états membres que la Moldavie pourrait rejoindre Bruxelles à l'horizon 2019.

Une mise aux normes ruineuse

En réalité, nous n'en sommes pas encore là, car ce traité d'association doit être ratifié par le Parlement moldave, puis par les 28 états membres. La Roumanie a promis qu'elle mettrait un point d'honneur à être le premier des 28 à valider la candidature moldave, mais il n'est pas sûr que les 27 autres soient aussi enthousiastes que Bucarest, à accueillir Chisinau.

Le Président moldave Nicolae Timofti, qui avait envoyé son Premier ministre à Bruxelles parapher le traité à sa place, a prononcé à Chisinau un discours de félicitation à ses

compatriotes, «malgré les résistances que nous avons dans notre pays, dans divers domaines, de la Justice à l'Education. L'union de tous nos citoyens a compté et comptera toujours, au nom d'une vie meilleure, au nom de droits sociaux, et d'un avenir stable pour nos enfants» (1).

L'UE a distribué plus de 561 millions d'euros en Moldavie pour la période 2007-2013, pour aider Chisinau à mettre sur pied un programme de réformes profondes visant à hausser la Moldavie au niveau des standards occidentaux.

Mais la contrepartie est à venir. Cet accord de libre-échange prévoit 395 directives et règlements auxquels Chisinau devra satisfaire entre 2014 et 2016, pour passer à l'étape de l'adhésion pleine et entière. Cela signifie de gros sacrifices, et ce dans le plus pauvre des pays européens.



Des élites pro-européennes déconnectées

Le Président Timofti suit le destin européen auquel il croit pour son pays. Mais c'est le choix de l'élite, non du peuple. Si Timofti a été élu (par une seule petite voix de majorité) au terme d'une longue vacance du pouvoir, c'est surtout pour ses qualités d'homme de dialogue, issu de la société civile, à surmonter les crises politiques. Les promesses de vie dorée, les Moldaves n'y croient plus guère. La cote d'amour pour l'UE n'a fait que dégringoler ces 5 dernières années, passant de 63% en 2009, à 44% aujourd'hui. Parallèlement, l'afflux d'argent européen, censé financer la lutte contre la corruption, n'a fait que l'accentuer, augmentant du même coup la défiance des citoyens moldaves envers leurs propres institutions, comme le Parlement et la Justice. Entre 2009 et

2013, des scandales politico-financiers énormes, à l'instar de la concession de l'aéroport de Chisinau, ont achevé les minces espérances que les citoyens avaient mises en elles.

Dans un tel contexte, les élections législatives qui se tiendront le 30 novembre dans le pays, seront à haut risque pour le gouvernement de Chisinau. Une victoire du Parti Communiste de la République de Moldavie de l'ancien Président Vladimir Voronine (PCRM), qui demeure la première force politique en poids électoral, face à la fragile coalition au pouvoir, porterait un coup d'arrêt à l'intégration européenne.

La réaction de la Russie

Les commissaires européens José Manuel Barroso et Herman Van Rompuy ont insisté dans leurs déclarations infatuées, le 27 juin, sur le fait que l'accord d'association ne représentait aucune menace à l'endroit de la Russie. Mais tout est fait pour aider Chisinau à désamorcer les sanctions que lui imposerait Moscou à titre de représailles. Le Vice-Premier ministre russe Dmitri Rogozine a averti Chisinau qu'une signature avec l'UE aurait des conséquences graves pour les 700.000 Moldaves qui travaillent sur le territoire de la Fédération russe ? Depuis le 28 avril dernier, les citoyens moldaves peuvent circuler librement dans l'Espace Schengen, sans visa.

Moscou impose un embargo sur les vins moldaves sous des prétextes fallacieux ? L'UE ouvre ses portes aux importations de vins moldaves.

Le Kremlin brandit l'arme du gaz pour faire chanter Chisinau ? L'UE a investi 26 millions d'euros dans la mise en chantier le 27 août 2013, d'un gazoduc de 42 km, qui reliera le réseau gazier roumain depuis Iasi au réseau gazier moldave à Ungheni.

En réalité, Moscou ne pourra que se réjouir d'un développement économique de la Moldavie, un pays avec lequel la Russie entretient des échanges commerciaux importants. Le véritable danger, pour le Kremlin, est dans les non-dits de l'Europe. Entre les lignes du Traité, l'OTAN avance à pas feutrés. Exit la neutralité moldave. Et cela pour Moscou, c'est inacceptable.



La Gagaouzie

«L'opposition à l'intégration européenne des minorités ethniques, qui constituent environ un tiers de la population du pays, a augmenté de façon significative. Si en 2009, 21% des citoyens issus de minorités ethniques auraient voté contre l'adhésion

de la Moldavie à l'UE, ce chiffre est monté jusqu'à environ 75% en avril 2014. Les plus déçus par l'option de l'intégration européenne sont les Gagaouzes, population d'ethnie turque et de langue russe. Depuis 2009, leur opposition a été multipliée par quatre.» (2)

Le 2 février dernier, la Gagaouzie a organisé deux referendums, l'un consultatif, l'autre législatif. Le premier referendum concernait le vecteur de la politique étrangère moldave, les électeurs devant dire s'ils étaient favorables à une adhésion de la Moldavie à l'UE, ou au contraire à l'union douanière Belarus-Russie-Kazakhstan. Le second referendum demandait aux Gagaouzes s'ils étaient favorables à l'indépendance de la Gagaouzie, si la Moldavie abandonnait sa neutralité en suivant un destin européen. Avec 70% de participation, le résultat fut sans ambiguïté : 98,47% des votants se sont prononcés en faveur de l'union douanière eurasiennne (l'UE n'a recueilli que 2,57% des suffrages !), et 98,09% des Gagaouzes se sont déclarés favorables à l'indépendance en cas d'adhésion de Chisinau à l'UE.

Mihaïl Formuzal, le gouverneur de la province autonome gagaouze, a récemment publié une interview dans le journal turc Milliyet, dans laquelle il annonce clairement son intention de diriger sa province vers l'indépendance.

Robert Kaplan, pour l'agence d'analyse stratégique Stratfor, définit la Gagaouzie comme la « cinquième colonne que Vladimir Poutine pourrait utiliser pour déstabiliser la Moldavie. », fantasmant même sur une « Grande Gagaouzie » (les

160.000 Gagaouzes moldaves et les 40.000 Gagaouzes ukrainiens) dont il n'a jamais été question. Le même Robert Kaplan compare la ville de Balti, peuplée majoritairement d'Ukrainiens et de Russes, comme un possible futur « Donetsk moldave ». (3)

Tensions transnistriennes

En réalité, il faut dire et redire encore, que les questions en Moldavie ne se posent pas en termes ethniques, mais en termes politiques, sociétaux, de choix de vie, de conception du monde. Il n'y a pas de conflit interethnique en Moldavie, ni à Balti qui ne connaît aucune tension, ni en Transnistrie qui est elle-même extraordinairement mélangée.

La Transnistrie est le véritable baromètre des tensions entre l'Occident et la Russie. Sur le plan économique, on sait peu que 70% des exportations transnistriennes sont dirigées en fait vers l'UE, la Moldavie, et l'Ukraine, et seulement 19% vers la Russie. L'accord d'association avec l'UE, signé par Chisinau le 27 juin dernier, va même faciliter les exportations

de Tiraspol, puisque Chisinau ne reconnaît pas la province sécessionniste, et donc ne veut pas entendre parler de « frontière » sur son sol. Il n'y a pas de douane sur la ligne de démarcation, le long du Dniestr. Seulement des observateurs.

En fait, Tiraspol a mis en place un marché asymétrique, puisqu'il exporte à loisir, mais filtre les entrées sur son sol par des contrôles sourcilleux.

Comme n'importe quel citoyen moldave, les Transnistriens peuvent bénéficier depuis fin avril 2014 de la libéralisation des visas, à condition qu'ils voyagent dans l'UE avec un passeport moldave.

Le vrai danger, pour Chisinau, c'est l'autre frontière, celle qui sépare la Transnistrie de l'Ukraine. Car cette dernière est vraiment une frontière d'Etat reconnue internationalement, mais les douaniers moldaves n'en ont pas le contrôle, et n'y ont même pas accès. Pour l'UE, le seul moyen de sécuriser cette frontière est l'adhésion du voisin ukrainien. Kiev et Chisinau pourraient ainsi étrangler la Transnistrie par un blocus économique total.

Jean-Michel BERARD

(1) Adevarul, 27 juin 2014 : « A compter d'aujourd'hui, la Moldavie et l'UE sont unies. Chisinau a signé l'accord d'association à l'UE ».

(2) Adevarul, 10 juin 2014 : « Comment va répondre la Russie, à l'association de la Moldavie à l'UE ».

(3) Adevarul, 10 juillet 2014 : « Stratfor : la Moldavie doit être aidée rapidement. Les trois dangers sont les pro-russes de Balti, la Gagaouzie et la Transnistrie ».

(4) Adevarul, 27 juin 2014 : « Que gagne la Transnistrie, suite au rapprochement de la Moldavie de l'UE ».

Memorandum destiné à Angela Merkel, Chancelier d'Allemagne

De la part des Vétérans professionnels du renseignement pour le bon sens (VIPS)

Objet : Ukraine et OTAN

Nous soussignés sommes des vétérans de longue date du renseignement US. Nous franchissons le pas inhabituel de vous écrire une lettre ouverte pour être certains que vous aurez l'occasion d'être briefée sur nos vues avant le sommet de l'OTAN des 4 et 5 septembre.

Vous devez savoir, par exemple, que les accusations d'une « invasion » russe majeure de l'Ukraine ne peuvent être confirmées par aucun renseignement.

Mieux, le « renseignement » semble être du même genre douteux, politiquement déterminé, utilisé il y a 12 ans pour «justifier» l'attaque américaine contre l'Irak. Nous n'avions alors vu aucun indice crédible d'armes de destruction massive en Irak ; nous ne voyons aucun indice crédible d'invasion russe aujourd'hui. Il y a douze ans, l'ancien chancelier Gerhard Schroeder, conscient du manque de solidité des preuves d'armes de destruction massive en Irak, refusa de se joindre à l'attaque de ce pays. A notre avis, vous devriez entretenir de sérieux doutes quant aux accusations du Département d'Etat américain et des responsables de l'OTAN à propos d'une invasion russe de l'Ukraine.

Le président Barak Obama tente aujourd'hui de calmer la rhétorique de ses diplomates et des médias quand il décrit

publiquement la récente activité en Ukraine comme « la suite de ce qui se passe depuis des mois... ce n'est pas vraiment un changement. »

Obama, toutefois, n'a qu'un faible contrôle sur les décideurs politiques de son gouvernement – lesquels, malheureusement, n'ont qu'un maigre sens historique, ne connaissent pas grand chose à la guerre et prennent les invectives antirusse pour une politique. Il y a un an, les faucons du Département d'Etat et leurs amis des médias pressaient monsieur Obama de lancer une attaque d'envergure contre la Syrie, fondée une fois de plus sur du « renseignement » pour le moins douteux.

Surtout à cause de l'importance croissante et de l'apparente fiabilité du renseignement qui nous semble fallacieux, nous pensons que le risque d'une escalade des hostilités au delà des frontières de l'Ukraine s'est accru de manière significative ces derniers jours. Plus important, nous jugeons que cette probabilité peut être évitée ; cela dépend du degré de scepticisme judicieux dont vous et les autres dirigeants européens ferez montre lors du sommet de l'OTAN la semaine prochaine.

L'expérience du mensonge

Espérons le, vos conseillers vous ont rappelé que le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, avait contrôlé la crédibilité du rapport. Il nous semble que le discours de Rasmussen continue d'être écrit à Washington. C'était très clair à la veille de l'invasion conduite

par les USA en Irak quand il a déclaré, comme le premier ministre danois à son parlement : « L'Irak possède des armes de destruction massive. Ce n'est pas une simple estimation. Nous savons. »

Des photos valent mieux que des milliers de mots ; mais elles peuvent aussi tromper. Nous avons une expérience considérable de collecte, d'analyse et de rapport par toute sorte de satellites et autres prises d'image, ainsi que par d'autres modes de renseignement. Il suffit de dire que les images communiquées par l'OTAN le 28 août offrent une base très faible pour accuser la Russie d'envahir l'Ukraine. Fâcheusement, elles ont une forte ressemblance avec celles que Colin Powell a montrées à l'ONU le 5 février 2003 et qui, de même, ne prouvaient rien.

Des risques non mesurés de guerre en Europe

Le même jour, nous avons averti le président Bush que nos anciens collègues analystes étaient « de plus en plus affligés par la politisation du renseignement » et lui avons dit carrément que « la présentation de Powell n'était pas assez précise » pour justifier une guerre. Nous avons pressé monsieur Bush d'« élargir la discussion... au delà du cercle de ses conseillers clairement acquis à une guerre à laquelle nous ne voyons pas de raison contraignante et de laquelle les conséquences imprévues pourraient se révéler catastrophiques. »

Voyez l'Irak aujourd'hui. Pire que catastrophique. Quoique le président

Vladimir Poutine ait jusqu'ici montré la plus grande réserve dans le conflit en Ukraine, il nous incombe de rappeler que la Russie aussi peut « frapper et se faire craindre ». A notre avis, s'il y a la moindre possibilité que quelque chose de ce genre arrive en Europe à cause de l'Ukraine, des dirigeants sérieux doivent l'envisager soigneusement.

Si les photos que l'OTAN et les USA ont fournies représentent la meilleure « preuve » disponible d'une invasion par la Russie, nous soupçonnons de plus en plus qu'un effort majeur est mis en route pour fortifier les arguments au sommet de l'OTAN pour qu'il approuve les actions que la Russie ne peut manquer de regarder comme des provocations. Vous connaissez sans doute l'expression « caveat emptor » (en latin, littéralement, « l'acheteur exige des garanties »). Il suffit d'ajouter qu'on ne saurait être assez méfiant à l'égard de ce que colportent monsieur Rasmussen ou même le Secrétaire d'Etat John Kerry.

Nous supposons que vos conseillers vous ont tenue informée de la crise en Ukraine depuis le début de 2014 et montré combien la possibilité que l'Ukraine devienne membre de l'OTAN est une abomination aux yeux du Kremlin. Selon une dépêche du 1er février 2008 (publiée par WikiLeaks) envoyée au Secrétaire d'Etat Condoleezza Rice par l'ambassade des Etats-Unis à Moscou, l'ambassadeur William Burns avait été averti par le ministre des affaires étrangères Sergei Lavrov de la forte opposition de la Russie à l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN.

Lavrov mettait en garde de manière significative contre « les risques qu'une telle démarche pourrait entraîner, d'une

coupure du pays en deux, amenant des violences ou même une guerre civile qui forcerait la Russie à décider d'intervenir ».

Burns avait donné à sa dépêche un titre inhabituel, « NIET, C'EST NIET : LA LIGNE ROUGE DE L'ELARGISSEMENT DE L'OTAN POUR LA RUSSIE », et l'avait envoyée à Washington avec une priorité IMMEDIATE. Deux mois plus tard, lors du sommet de Bucarest, les dirigeants de l'OTAN publiaient une déclaration officielle selon laquelle « la Géorgie et l'Ukraine avaient vocation à rejoindre l'OTAN ».

Chronologie de l'« invasion » russe

Kiev a fait montre d'une prudence conventionnelle quelques semaines avant que les forces ukrainiennes ne prennent l'avantage dans le combat contre la résistance des fédéralistes dans le sud-est de l'Ukraine, ce qui a été largement présenté comme une opération coup de balai. Mais cette image de l'offensive n'avait pas pour seule origine les sources officielles du gouvernement de Kiev. Très peu de rapports parvenaient du terrain dans le sud-est de l'Ukraine. Il y en a eu un, toutefois, qui citait le président ukrainien Petro Porochenko et faisait état de ses doutes quant à la fiabilité de l'analyse gouvernementale.

Selon le « service de presse du président de l'Ukraine » du 18 août, Porochenko appelait à « regrouper les unités militaires ukrainiennes impliquées dans l'opération du pouvoir dans l'est du pays... Aujourd'hui, nous avons besoin de

réorganiser nos forces pour défendre notre territoire et continuer l'offensive armée ». Et d'ajouter : « Nous devons envisager une nouvelle opération militaire en de nouvelles circonstances. »

Si les « nouvelles circonstances » signifiaient une avancée victorieuse des forces ukrainiennes gouvernementales, pourquoi deviendrait-il nécessaire de les « regrouper », de les « réorganiser » ? A ce moment, les sources sur le terrain commençaient à faire état d'une suite d'attaques victorieuses de la part des résistants fédéralistes contre les forces gouvernementales. Selon ces sources, c'est l'armée gouvernementale qui commençait d'avoir de nombreux blessés et perdait du terrain, surtout à cause de son inaptitude et de la faiblesse du commandement.

Dix jours plus tard, alors qu'ils étaient encerclés ou en pleine retraite, on a trouvé une excuse toute prête dans l'« invasion russe ». C'est à ce moment précis que l'OTAN publia ces photos confuses et que des journalistes comme Michael Gordon du New York Times se mirent à répéter que « les Russes arrivaient ». (Michael Gordon fut l'un des plus acharnés propagandistes pour la promotion de la guerre en Irak)

Pas d'invasion – mais un autre soutien sans faille de la Russie

Les résistants fédéralistes du sud-est de l'Ukraine jouissent d'un soutien local considérable, en partie à cause des frappes de l'artillerie gouvernementale sur les grands centres de population. Et nous pensons que le soutien russe leur arrive probablement à travers la frontière et

comprend, de manière significative, un excellent renseignement de champ de bataille. Mais à ce stade, il ne semble pas et de loin que ce soutien comprenne des chars et de l'artillerie – c'est surtout parce que les fédéralistes ont été mieux dirigés et ont eu un succès étonnant pour bloquer les forces gouvernementales.

En même temps, nous nous doutons un peu que, si les fédéralistes en avaient besoin, les chars russes viendraient.



C'est précisément pourquoi la situation demande un effort concerté pour un cessez-le-feu à propos duquel nous savons que Kiev a été longtemps dilatoire. Que faut-il faire à ce stade ? A notre avis, on

doit dire clairement à Porochenko et Iatseniuk que l'adhésion à l'OTAN n'est pas à l'ordre du jour – et que l'OTAN n'a pas l'intention de s'engager dans une guerre par procuration contre la Russie – et surtout pas pour soutenir le lambeau d'armée ukrainienne. D'autres membres de l'OTAN devraient entendre la même chose.

Groupe de direction, Vétérans professionnels du renseignement pour la santé William Biney, ancien directeur technique, analyse mondiale géopolitique et militaire, NSA ; cofondateur du SIGINT Automation Research Center (retraité) David MacMichael, National Intelligence Council (retraité) Ray McGovern, ancien officier de renseignement de l'infanterie de l'US Army et analyste de la CIA (retraité) Elizabeth Murray, officier adjoint du National Intelligence pour le moyen orient (retraité) Todd E. Pierce, MAJ, Avocat juge de l'US Army (retraité) Coleen Rowley, Agent spécial et avocat de division, FBI (retraité) Ann Wright, colonel, US Army (retraité) ; Officier du Foreign Service (démissionnaire)

Traduction : Geneviève Beduneau

Les Plans de Washington pour une guerre mondiale
La Chine et la Russie ont été promues à la première place
des cibles potentielles d'une intervention militaire des États-
Unis, devant les trois pays mis en avant par George W. Bush
dans son fameux discours de 2002 sur « l'Axe du mal » : la
Corée du Nord, l'Iran et l'Irak.



Un document extraordinaire publié le 31 juillet 2014 à propos du calendrier prévisionnel militaire des États-Unis enjoint le Pentagone de se préparer à déclencher jusqu'à une demi douzaine de guerres simultanément, y compris des guerres dans lesquelles les adversaires possèdent des armes nucléaires.

Ce n'est pas les USA qui se battent ils utilisent des tiers

Ce document, intitulé « [Ensuring a Strong Defense for the Future](#) » (1) (« Assurer une défense forte pour le futur »), a été rédigé par le National Defense Panel, un groupe d'anciens hauts responsables civils et militaires, missionnés par le Congrès pour fournir un regard critique sur le calendrier prévisionnel officiel du Pentagone publié cette année, le plan

quadriennal de défense 2014.

Le National Defense Panel est coprésidé par William Perry, secrétaire à la Défense sous la présidence Clinton, et par le général John Abizaid, ex-chef du Commandement central des États-Unis. Parmi ses membres, il comprend quatre autres généraux à la retraite, ainsi que Michele Flournoy, anciennement secrétaire adjoint à la Défense sous Obama, et Eric Edelman, un éminent néo-conservateur et sous-secrétaire à la Défense dans le gouvernement de George W. Bush.

Il s'agit donc d'un groupe bipartisan [Républicains + Démocrates], qui représente l'intégralité du spectre politique des dirigeants officiels de Washington en matière de sécurité. Son rapport a été publié sous les auspices

d'une agence financée par le gouvernement des États-Unis qui se consacre à l'étude des conflits, et dont le nom, choisi avec une logique orwellienne irréprochable, est l'US Institute of Peace [Institut américain de la paix].



Ce document nous prévient des dangers auxquels les États-Unis vont devoir faire face, en parlant en premier lieu de la puissante expansion de la Chine et de la Russie, avant de mentionner la Corée du Nord, l'Irak, la Syrie, le Moyen-Orient tout entier, puis l'Afrique. La Chine et la Russie ont donc été promues à la première place des cibles potentielles d'une intervention militaire des États-Unis, devant les trois pays mis en avant par George W. Bush dans son fameux discours de 2002 sur « l'Axe du mal ».

Le document précise que pendant les deux décennies précédentes, depuis l'effondrement de l'URSS en 1991, la doctrine militaire des États-Unis a exigé la capacité de pouvoir financer deux conflits militaires majeurs simultanément. Ensuite, il y est demandé un changement radical de cette doctrine :

« Étant donné que, dans le contexte actuel, les menaces s'intensifient, nous croyons qu'un nouveau format renforcé

des forces armées, plus complet – un format qui soit différent du format double conflit (NdT : le “two-war construct” est un terme faisant référence à une doctrine militaire classique aux États-Unis et qui prévoit que ses forces armées doivent être dimensionnées de manière à être capables de mener simultanément deux conflits majeurs), mais au moins aussi puissant – est approprié. »

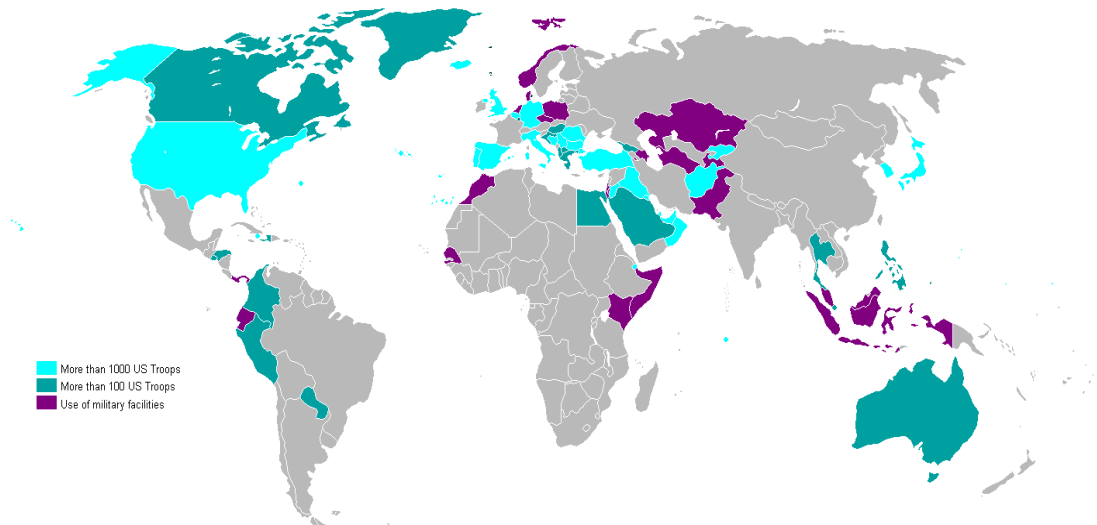
Par la suite, cette idée est davantage détaillée :

« Nous croyons [...] qu'une capacité à faire la guerre partout est la condition sine qua non pour être une superpuissance et s'avère donc essentielle à la crédibilité de la stratégie globale de l'Amérique en matière de sécurité nationale. Dans le contexte actuel de menaces, **les États-Unis pourraient, selon toute vraisemblance, être amenés à mener des actions préventives ou à combattre dans plusieurs régions sur des périodes qui se superposent : dans la péninsule coréenne, dans les mers de Chine orientale et méridionale, au Moyen-Orient, en Asie du Sud, et pourquoi pas en Europe.** Les États-Unis sont également confrontés à la possibilité d'avoir à faire face à des adversaires dotés de l'arme nucléaire. De surcroît, l'expansion d'Al-Qaïda et de ses émanations dans de nouvelles parties de l'Afrique et du Moyen-Orient implique que l'armée américaine doive pouvoir assumer des opérations antiterroristes au niveau mondial et défendre le territoire américain tout en étant engagée dans des conflits régionaux hors de nos frontières. » (Souligné par nous.)

Cette liste suggère que les États-Unis doivent être préparés à mener de front

cinq ou six guerres majeures. Ce n'est rien moins que la demande à l'impérialisme américain de se préparer à gérer une guerre mondiale qui pourrait

Panel) discute actuellement des déclencheurs possibles pour un conflit majeur, en particulier en Extrême-Orient. Les termes utilisés ont beau être pleins de



menacer l'humanité d'extinction.

La mise en avant de la Chine et de la Russie comme cibles potentielles d'une action militaire américaine est de très mauvais augure quant à ses implications, puisque ces deux pays possèdent respectivement le deuxième et le troisième arsenal nucléaire de la planète, derrière les États-Unis eux-mêmes.

Le rapport soutient la position de l'administration Obama, qui prône un « rééquilibrage » des forces militaires américaines pour affronter la Chine, décrivant cette initiative stratégique comme un effort pour réaffirmer « la primauté de la région Asie-Pacifique parmi les intérêts de sécurité des États-Unis.»

En ce qui concerne la possibilité pour qu'une telle guerre se produise, il convient de souligner que le Comité de défense nationale (National Defense

jargon, les perspectives n'en font pas moins froid dans le dos :

« La prolifération de systèmes de plus en plus autonomes et ne nécessitant pas d'intervention humaine, en Asie-Pacifique et au Moyen-Orient par exemple, aura un impact préjudiciable sur le maintien de la stabilité durant une crise ou sur la gestion de l'escalade si un conflit éclate. Ajoutés à la multiplication d'outils cyber-offensifs et défensifs ainsi que de défense anti-spatiale, ces systèmes affecteront sérieusement le rapport entre force militaire offensive et défensive dans des régions-clés, augmentant ainsi le risque qu'une crise dégénère rapidement en conflit – avant que les politiques et commandements militaires ne puissent réagir à temps ».

En clair, une grande guerre peut éclater, sans intervention humaine, à travers l'interaction de drones et de systèmes de

réponse automatisés de part et d'autre.

Le rapport ne remet pas ouvertement en cause les forces militaires composées de volontaires, mais il met l'accent sur leur coût croissant, et appelle à une « réforme raisonnable des soldes et des avantages sociaux » pour les rendre plus abordables. La logique des pressions combinées de la hausse des coûts et des déploiements militaires croissants est inexorable, cependant cela signifie que la classe dirigeante américaine devra à plus ou moins court terme se diriger vers une certaine forme de conscription, même au-delà du projet économique actuel dans lequel les plus pauvres des travailleurs sont enrôlés comme « volontaires » de manière disproportionnée.

Le rapport de défense exprime des préoccupations sur le fait que les contraintes financières pesant sur l'impérialisme américain, et notamment des limitations imposées volontairement telles que la « saisie conservatoire » d'une partie sélectionnée des dépenses militaires imposées par le Budget Control Act (« Loi de contrôle budgétaire ») de 2011, sabrent dans les préparatifs de guerre du Pentagone.

Les auteurs se plaignent de manière répétée des limitations pesant sur les dépenses militaires états-uniennes à cause du fardeau des programmes sociaux domestiques, montrant du doigt « le large fossé grandissant entre les sommes collectées pour financer les programmes, d'une part, en particulier pour la Sécurité sociale et les principaux programmes de santé, et les sommes effectivement

dépensées, d'autre part ».

Ils déclarent :

« L'Amérique doit remettre de l'ordre dans sa maison fiscale **afin de financer simultanément des dépenses militaires robustes. Une limitation drastique des coûts de santé se doit d'être appliquée à la fois à l'intérieur du Département [c'est-à-dire pour les soldats et leurs familles] et plus généralement à travers tous les programmes gouvernementaux.** »

Répétons-le : il s'agit d'un rapport bipartisan. Les démocrates tout comme les républicains, libéraux [NdT : au sens américain = « de gauche »] et conservateurs, ont soutenu sa demande de coupes dans les programmes sociaux dont dépendent les travailleurs pour mettre des trillions à disposition de l'appétit insatiable du complexe militaire américain.

Le caractère bipartisan de ce document témoigne de l'unité de toutes les composantes de la classe dirigeante américaine sur le recours à une violence sans précédent pour sauvegarder sa richesse et sa domination sur de vastes parties du monde. Cela confirme que le combat contre une guerre impérialiste peut être mené si, et seulement si, la classe ouvrière se libère du système politique existant aux États-Unis, et construit un mouvement politique de masse indépendant, fondé sur un programme révolutionnaire socialiste et internationaliste.

Patrick Martin, traduction collective par les lecteurs du site www.les-crises.fr

<http://www.les-crises.fr/les-plans-de-washington-pour-une-guerre-mondiale-par-patrick-martin/>

(1) http://www.usip.org/sites/default/files/Ensuring-a-Strong-U.S.-Defense-for-the-Future-NDP-Review-of-the-QDR_0.pdf

Les stratèges US en sont convaincus : les ressources en eau sont insuffisantes pour l'ensemble de la planète



Des secousses géopolitiques menacent le monde : elles ne sont pas liées à la bataille pour les ressources en énergie mais pour les réserves en eau douce.

Un problème supplémentaire s'ajoute à la liste des dangers globaux : l'influence croissante des changements climatiques sur les relations internationales. Pour partie, l'insuffisance des ressources en eau peuvent provoquer de nouveaux conflits. La revue *Foreign Policy* a communiqué cette sombre prévision adoptée le 16 septembre dernier, qui réoriente la stratégie des services secrets américains.

Cette stratégie reflète la façon dont les dirigeants en exercices des services

spéciaux américains envisagent les défis essentiels et les dangers qui menacent la sécurité nationale des Etats-Unis dans la perspective des quatre années à venir.

Selon ce document, les services secrets américains accordent à cette insuffisance de réserve en eau douce la même importance que les problèmes concernant la multiplication des armes de destruction massive, le terrorisme, les cyber-attaques contre d'importants objectifs institutionnels etc.

Chaque année le danger d'une réduction brutale de la quantité d'eau douce de la planète s'accroît avec la contamination et le tarissement des bassins, la croissance de la population mondiale et la progression du rythme de l'urbanisation et de la production industrielle. Sont exposés au plus de risques les populations de Chine, du Bangladesh, d'Inde, des Pays-Bas, du Pakistan, des Philippines, des Etats-Unis et des petits Etats insulaires.

De nombreux pays en voie de développement souffrent d'un manque aigu d'eau. De nombreux conflits intérieurs surgissent pour ce motif ainsi que des litiges sur la scène internationale. Dans les cinquante dernières années, 37

conflits internationaux très durs ont eu lieu à propos des ressources en eau, conduisant à l'emploi de la force. Au cours de cette période, 150 accords concernant ces ressources ont été signés. Les Etats accordent une grande importance à ces accords remarque *Foreign Policy*, pour autant qu'ils permettent d'améliorer le niveau de stabilité et de prévisibilité des relations internationales.

Selon l'ONU, près de 2,6 milliards d'êtres humains n'ont pas accès à une eau potable naturelle quand 1,6 milliards sont privés des services de santé. Ces gens sont en-deça du seuil de pauvreté. C'est dans les pays d'Afrique subsaharienne que la situation est la plus difficile. Selon les prévisions, les besoins en nourriture vont croître de 55% d'ici 2030. Cela suppose une augmentation des besoins en irrigation, à quoi sont destinées près de 70% des ressources en eau douce consommées par les Etats. Par conséquence l'insuffisance des ressources en eau peut provoquer un déficit de produits alimentaires.

[Ria Novosti, site russe, 20/09/2014 \(traduction Frédéric Saillot\);](#)

Actuellement par exemple, 39 Etats dans le monde reçoivent de l'extérieur une grande part de l'eau qui leur est nécessaire. Parmi eux : l'Azerbaïdjan, la Lettonie, la Slovaquie, l'Ouzbekistan, l'Ukraine, la Croatie, Israël, la Moldavie, la Roumanie et le Turkmenistan.

Il va falloir résoudre le conflit autour des ressources en eau naturelle entre la Turquie et la Syrie, la Turquie et l'Irak, l'Irak et l'Iran. Il est peut vraisemblable qu'on y parvienne de façon pacifique. L'issue à cette situation qui va empirant pourrait être la construction d'usines de dessalage. A l'heure actuelle on en inonde les pays riches du Moyen-Orient : le Qatar, les Emirats arabes unis, l'Arabie saoudite, le sultanat d'Oman et le Koweït. A Oman, ce sont les Israéliens qui ont construit une usine de ce type, la Russie propose d'en construire une semblable dans les Emirats. Cependant tous les pays ne peuvent de loin pas se permettre un tel luxe, souligne *Foreign Policy*.

L'Etat islamique dans la géopolitique globale

Interview exclusive de Bassam Tahhan, expert en politique internationale, par Frédéric Saillot pour Eurasie Express

25 septembre 2014

Frédéric Saillot :
Bonjour Bassam Tahhan.

Bassam Tahhan :
Bonjour Frédéric Saillot, heureux de te revoir depuis cette longue absence.

FS : Depuis le mois de juin, le dernier interview c'était au mois de juin pour B.I., ex-Balkans-Info. Cette publication ayant cessé de paraître, nous sommes un certain nombre à démarrer une nouvelle publication qui s'appelle Eurasie Express et je te remercie d'avoir accepté cette interview pour ce nouveau journal.

Ma première question portera sur l'importance de cet Etat islamique : l'autre jour j'écoutais un débat sur une chaîne de télévision russe où ils faisaient état de plusieurs millions

d'hommes en armes au Moyen-Orient entre le nord de la Syrie et le Nord de l'Irak.

BT : Plusieurs millions, non. Plusieurs milliers sans doute. C'est-à-dire que là je

"Donc toute cette guerre contre l'Etat islamique est justifiée, moi je suis pour l'union nationale, mais qu'on ne nous raconte pas de mensonges, qu'on ne nous dise pas que nous ne les avons jamais aidés !"

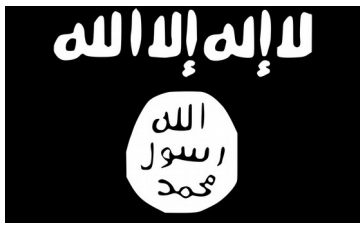
crois qu'ils disent qu'il y a 3000 étrangers et en tout ils disent qu'il y a une trentaine de milliers de combattants. En fait ces chiffres sont totalement erronés parce que rien que les jihadistes tunisiens, selon des sources fiables de Tunisie

même, ils seraient au nombre de 8 000. Alors je ne pense pas que les jihadistes tunisiens fassent à peu près le tiers sur 30 000, non. Moi je crois qu'il y a sûrement quelque 120 000 combattants en Irak, et en Syrie, peut-être la moitié. C'est-à-dire en tout, le nombre des jihadistes en Syrie et en Irak dans cet Etat islamique c'est autour de 150 000 combattants en gros voyez-vous, un peu plus un peu moins. Non, si vous voulez parler de millions, c'est-à-dire qu'effectivement cet appel lancé par le calife Al Baghdadi, enfin moi je dis calife, je crois pas qu'il soit calife,

mais l'autoproclamé calife a sûrement des adhérents dans le monde. Parce que l'idée du califat n'est pas nouvelle et c'est là où on se rend compte que l'Occident s'est entièrement mépris sur ce dossier-là. Parce que les Frères musulmans au début du siècle dernier, dans les années vingt, avec Hassan El Banna, leur fondateur, appelaient au califat. Ils appelaient au jihad également.

Le mouvement wahhabite qui est encore plus ancien n'a pas appelé au califat mais a appelé aussi au jihad et on voit que la pratique de cet Etat islamique ressemble beaucoup au wahhabisme dans la mesure où ils détruisent les mausolées et où ils frappent d'apostasie tous ceux qui ne croient pas comme eux, qu'ils soient minoritaires appartenant à d'autres religions, ou des branches de la même famille de l'Islam sunnite. Alors c'est là qu'on se demande comment l'Occident aujourd'hui peut nous faire croire à une telle fable : que lui n'a jamais soutenu cet Etat islamique. C'est entièrement faux, tout le monde sait que l'empire soviétique s'est effondré grâce à l'aide financière de l'Arabie séoudite et d'autres pays du Golfe et grâce à l'armement des Etats-Unis en Afghanistan. Et on n'a cessé de nourrir ce qu'on appelait à l'époque l'*Islamic Belt*, c'est-à-dire cette ceinture qui devait encercler l'empire soviétique de peur que cet empire soviétique n'ait d'alliés dans la région musulmane ou arabe. Et

finalement ils ont réussi à casser l'empire soviétique, ça c'est sûr, et maintenant évidemment ils détruisent ce monde musulman de l'intérieur, en montant des factions religieuses contre d'autres. Tout le monde sait que la deuxième grande famille de l'Islam sont les chiïtes, ils ont monté les chiïtes contre les sunnites en Syrie, entre Assad qui est Alaouite, et on oublie que Assad est marié avec une sunnite. Donc on a créé un problème artificiel en Syrie, il en est de même en Irak, ils ont regretté le fait d'être intervenu et d'avoir installé une pseudo-démocratie qui a permis à la majorité chiïte d'arriver au pouvoir, puisqu'ils sont majoritaires les chiïtes en Irak. Alors ils ont monté les chiïtes contre les sunnites et à l'inverse en Syrie, et ils jouent avec le feu. Parce qu'il y a quand même vingt millions d'Alévis en Turquie qui, bien qu'il y ait des différences de dogme entre ces Alévis turcs ou ces Alaouites arabes d'Antioche, de Lattaquié, avec le dogme des chiïtes duodécimains d'Iran, il y des affinités, ils sont plus chiïtes que sunnites les Alévis. Et rien ne nous dit que la Turquie n'est pas candidate à un éclatement. Parce que le même problème qui divise aujourd'hui l'Irak et qui a été prôné par l'Occident et les Américains, c'est-à-dire un Etat kurde, un Etat sunnite et un Etat chiïte, peut s'appliquer à la Turquie. Tout l'Est de la Turquie est kurde et le reste de la Turquie peut être divisé entre sunnites et Alévis.



FS : Est-ce qu'on peut revenir à l'Etat islamique lui-même à sa réalité concrète et présente, tu parles de 150 000 hommes en armes, mais c'est un Etat qui dispose d'un certain nombre d'infrastructures, est-ce que tu peux rapidement nous brosser un tableau de cet Etat islamique ?

BT : Alors cet Etat islamique d'abord a reçu le soutien financier des pays qui lui mènent la guerre aujourd'hui : que ce soit dans le camp occidental ou dans le camp moyen-oriental. Une chose dont on est sûr et certain c'est que l'Iran n'a jamais aidé cet Etat islamique ! Parce que si l'on écoute les six discours du calife Al Baghdadi, le premier ennemi montré du doigt c'est l'Iran. Et les chiites sont frappés d'apostasie, et il faut les massacrer, et ce ne sont pas les vrais

adeptes d'Ali. Pour lui, les vrais adeptes d'Ali, c'est l'Etat islamique. C'est-à-dire qu'il ôte aux chiites tout lien dogmatique ou d'affinité ou de filiation avec le gendre et le cousin du prophète. Ce qui est énorme n'est-ce pas, et entièrement erroné. Par contre, ceux qui l'ont aidé, c'est la Turquie : elle avait des camps d'entraînement. Tout le monde sait que les frontières syro-turques s'étendent sur 1 000 km, elles sont poreuses, de par la volonté de l'Etat turc ; le parlement turc a voté il y a quelques mois l'autorisation à l'armée turque d'entrer en Syrie, il va sans doute revoter cela ces quelques jours qui viennent. Donc la Turquie a fait passer les Tchétchènes, les Français, les Anglais, les Hollandais, les Tunisiens, les Lybiens, les Marocains, les Algériens, les Egyptiens, à l'époque où Morsi, l'ex-président d'Egypte avait appelé au jihad contre le gouvernement de Damas. Et vous voyez je ne dis pas le régime de Damas, parce qu'à ce moment là je

devrais dire le régime français. La Syrie est un pays souverain, qui a un gouvernement qui est élu de manière démocratique, son parlement, son président, donc qu'on arrête cette comédie, ce nombrilisme européen et français notamment qui consiste à utiliser des termes de la période coloniale. La période coloniale est révolue ! Donc qu'on arrête dans les médias de dire "le régime d'Assad", il n'y a pas de régime d'Assad.

FS : D'accord, alors les soutiens de l'Etat islamique c'est la Turquie...

BT : La Turquie, les services secrets britanniques, français, américains, ça c'est sûr. Des armes ont été distribuées dans cette zone frontière...

FS : En quantité ?

BT : Bien sûr !

FS : Des armes lourdes y compris ?

BT : Des armes lourdes, de l'artillerie, on a vu même

des blindés. Même les forces turques dans l'attaque au début contre les villages kurdo-chrétiens de Syrie, ils ont participé, ils ont aidé les islamistes. Ils les ont aidés contre les Arméniens de Kessab, ils les ont aidé à Boustan el-Bacha la banlieue d'Alep. Les ambulances turques transportaient des armes et ramenaient les blessés jihadistes. Ce n'est pas moi qui le dis, ce sont deux associations turques d'avocats et de journalistes qui se sont révoltés contre cet état de fait.

FS : Et les pays du Golfe ?

BT : Alors venons-en aux pays du Golfe. Le Royaume saoudite a beaucoup aidé dans l'espoir de faire renverser Assad, mais le Royaume saoudite n'aidait pas forcément les Frères musulmans, il aidait les autres groupes terroristes et jihadistes. Ceux qui ont aidé vraiment les Frères musulmans et le jihadistes du Maghreb, c'est le Qatar. Ca on le sait, ils ont même affrété des

avions pour transporter l'armement de Kadhafi vers la Syrie. Alors, il y a aussi les Emirats, qui sont anti-Frères musulmans, proches des Saoudiens.

FS : C'est-à-dire proches des wahhabites en fait ?

BT : Oui mais vous voyez les Emirats c'est un peu un cas à part. Ils ne défendent pas forcément le wahhabisme. Mais pour le moment ils font alliance avec le Royaume saoudite parce que le Conseil de coopération du Golfe a des problèmes de luttes intestines : Oman ne veut pas marcher avec le Royaume saoudite ni au niveau économique, ni au niveau politique. Le sultanat d'Oman a toujours entretenu de bons rapports avec l'Iran. En fait le grand problème pour ces gens-là, c'est l'Iran, et pour couper les ailes à l'Iran ils estiment qu'il faut supprimer le Hezbollah au Liban et renverser Assad en Syrie. Ca c'est quelque-chose qui les unit tous : le Koweït, les Emirats, le Bahreïn, le Royaume saoudite et le

Qatar, voyez-vous. Et le Bahreïn, vous savez pourquoi, parce que la majorité des habitants du Bahreïn sont chiites, et ils sont gouvernés par un roi sunnite qui ne respecte pas les droits de l'homme, ça c'est du domaine commun. Alors voilà, en gros ils les ont aidés par l'argent. Mais il faut distinguer deux sortes d'aides : une aide institutionnelle où c'est l'Etat qui verse, et une aide privée, où il y a beaucoup de richissimes qui, pour faire acte de pénitence, envoient des sous. Et ils savent très bien que ça va aux islamistes. Mais vous savez il y a quand même quelque chose d'inquiétant, c'est que dans cette région, d'après des sondages, il y a tout de même une majorité de musulmans, plus de 65%, qui croient que Daïsh a raison et que c'est le vrai Islam !



FS : Daish, c'est-à-dire l'Etat islamique ?

BT : Alors là vous voyez il y a eu une fausse polémique : le gouvernement français ne veut pas dire Etat islamique parce que ce n'est pas un Etat. Oui, mais quand vous dites Daish ça veut dire "Etat islamique de l'Irak et du Levant". Donc que vous disiez "Etat islamique" ou "Daish", il y a "Etat islamique" dedans !

FS : Je reviens à ma question : est-ce que selon vous c'est un Etat viable et j'ajouterai une question annexe : quelle est l'audience de l'Etat islamique dans le monde musulman au plan international ? On a vu hier un otage français exécuté par un groupe

jihadiste dans le Djurdjura qui se réclame de l'Etat islamique.

BT : Non moi je condamne l'Etat islamique, je l'ai dit, je suis honnêtement un des rares à avoir analysé les six discours du calife.

D'ailleurs j'interviens le six octobre au parlement dans un colloque sur l'Irak (1) pour expliquer la feuille de route du calife Al Baghdadi. Mais selon ses déclarations, non par des analyses superficielles comme on en entend souvent sur les médias français par des gens qui se prétendent islamologues, spécialistes du monde arabe, enfin là ça pousse comme des champignons. J'y reviens donc : moi je condamne, il n'est pas viable cet Etat islamique, mais n'empêche qu'avec tous les complexes que charrie la population musulmane du monde arabo-musulman ou du monde musulman tout court, il y a une dent contre l'Occident. Et après toutes ces interventions, cette hypocrisie, vous n'allez pas pouvoir convaincre

l'Algérien lambda de la rue, qu'aujourd'hui ces pays du Golfe vont s'opposer à l'Etat islamique, alors qu'il sait que depuis des années c'est eux qui nourrissent cela et qui veulent détruire l'Algérie, détruire la Syrie, et tout ça c'est connu voyez-vous. Donc toute cette guerre contre l'Etat islamique est justifiée, moi je suis pour l'union nationale, mais qu'on ne nous raconte pas de mensonges, qu'on ne nous dise pas que nous ne les avons jamais aidés.

FS : Alors justement, quel est le rôle des Etats-Unis dans la coalition et la guerre qui est menée contre cet Etat islamique, ne pensez-vous pas que ce qui est visé dans un jeu de billard à trois bandes c'est non pas l'Etat islamique mais la Syrie du gouvernement d'Assad et l'Iran, et au-delà, la Russie ?

BT : Ah sûrement, sûrement. Vous voyez, l'allié de l'Iran, de la Russie, bon, c'est un petit pays la Syrie, faut pas non plus exagérer, mais quand même stratégiquement et au niveau de l'idéologie politique, c'est un pays qui existe depuis la nuit des temps, je veux dire : la Syrie c'est une pièce maîtresse sur cet échiquier du Moyen-Orient.

FS : Alors quel est le jeu des Etats-Unis, hier ils ont bombardé Alep ?

BT : Les Etats-unis, d'abord ils ont une raison de politique intérieure : Obama a vu que sa cote remontait avec son engagement, donc il veut que son parti gagne les élections, on le comprend. Donc là il a trouvé une occasion en or pour faire monter sa popularité et celle de son parti, que il faut y aller. Secundo, il y a eu un froid avec les pays du Golfe, et là il a quand même réussi à aligner tous ces pays du Golfe sur sa position de la nécessité d'intervenir et surtout de

payer cette guerre. Parce que cette guerre va coûter cher, et c'est pas le peuple américain qui paye de ses impôts les frappes, pas du tout : c'est le Qatar, c'est les Emirats, c'est le Royaume saoudite. Et, comme il y a eu un froid avec le Royaume saoudite, pour ne pas être intervenus pour renverser Assad, là, il donne un faux espoir aux pays du Golfe que vous voyez on va bombarder la Syrie. Mais la partie n'est pas gagnée pour autant pour eux, c'est-à-dire que ce n'est pas en bombardant la Syrie qu'Assad va tomber. Mais ils essaient d'asphyxier Assad. Alors comment l'asphyxier ? Et s'opposer aussi à la Russie. C'est-à-dire que plus ils affaiblissent Assad, plus ils affaiblissent le rôle de l'Iran, de son rayonnement politique, et de la Russie et de la Chine, qui sont quand même trois pays aujourd'hui qui se trouvent derrière disons la même barricade. Hier par exemple ils ont bombardé le pétrole, ce qui est vraiment énorme, en disant : l'Etat islamique

profite du pétrole syrien, alors bombardons le pétrole. Ca a plusieurs objectifs : ils veulent asphyxier Assad, parce que s'ils bombardent l'Etat islamique et qu'ils laissent le pétrole, Assad va regagner, il va reprendre son pétrole et va devenir à nouveau fort. Donc c'est la tactique de la terre brûlée. On a brûlé les champs de pétrole. Mais c'est criminel ! Vous privez le peuple syrien d'une ressource. Ils disent : vous voyez là on est sûrs que l'Etat islamique ne profitera pas du pétrole ! Alors vous allez faire pareil pour le peuple syrien ? Vous allez décimer tout le peuple syrien dans l'espoir qu'il n'y ait pas de gens pour l'Etat islamique ? C'est un raisonnement absurde. Et, voyez leurs contradictions, si c'est le pétrole qui est la ressource principale de cet Etat islamique - je ne le pense pas - pourquoi à ce moment-là n'ont-ils pas bombardé les champs de pétrole en Irak ? Pourquoi ? Parce que le pétrole syrien c'est bon de le brûler mais

pas le pétrole irakien ?

FS : Alors quel est l'essentiel des ressources de l'Etat islamique si ce n'est pas le pétrole ?

BT : Alors je vais vous dire : ils ont un trésor de guerre des pays arabes du Golfe et même des Etats occidentaux qui les ont aidés. Ils ont pillé Mossoul : tout le monde savait, vous n'allez pas me faire croire qu'avec tous les Awacs qui survolent la région, les Américains n'étaient pas au courant que l'Etat islamique allait vers Mossoul, et qu'on hésitait ! Non, je l'ai expliqué dans d'autres interventions : ce jeu c'était parti des Américains, mais ils pensaient pouvoir dominer ce monstre qu'ils ont créé...

FS : Ce Franckenstein.

BT : ...mais là le monstre leur échappe complètement. Mais ils restent gagnants sur tous les tableaux, pourquoi ? Parce que c'est des musulmans qui s'entretuent, qu'ils

soient chiites, sunnites, quant aux minorités, arrêtez encore une fois, dites-moi pourquoi on n'est intervenu que pour sauver les chrétiens d'Irak alors que pendant deux ans et demi les chrétiens d'Alep se faisaient massacrer, les chrétiens de Deir-el-Zor, de Raka, dernièrement les chrétiens de Kassab, avec l'aide de la Turquie puisqu'ils ont bombardé pour faciliter l'entrée des islamistes au village de Kassab au nord de la Syrie. Alors, les chrétiens syriens ne posaient pas de problème ! D'ailleurs on rapporte que Georges Bush a dit : les chrétiens d'Orient finalement, est-ce que ce sont de vrais chrétiens ? Ce sont des hérétiques. Ça ne m'étonne pas de la bouche...

FS : D'un puritain.



BT : ... enfin je ne sais plus à quelle secte il appartient, mais moi j'accepte toutes les sectes, je suis large d'esprit.

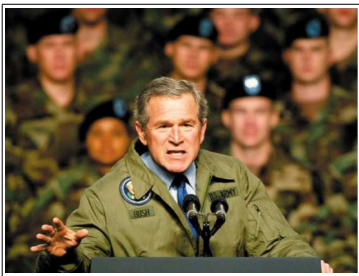
FS : Mais pour revenir à la tactique des Américains, pensez-vous Bassam Tahhan que les frappes aériennes vont suffire pour contrer l'Etat islamique ?

BT : Je ne crois pas. Là ils sont en train comme je vous ai dit de continuer systématiquement la destruction de la Syrie parce qu'il faut remettre ça dans tout un contexte historique : ils ont neutralisé l'Egypte par Camp David pendant des années de corruption. Toute la période de Moubarak, c'était la corruption avec Israël et les Américains contre et l'Union soviétique de l'époque et la Russie d'aujourd'hui.

Après, ils se sont dit : tiens, il y a l'Irak, et ils ont nourri l'Irak pour détruire l'Iran, une guerre fratricide !

FS : C'est ce que vous nous aviez bien montré dans le précédent interview (2).

BT : Alors vous voyez après ça ils ont rasé l'Irak. L'Irak devenait dangereux puisque c'était une puissance industrielle dans la région, d'armement, il y avait un poids politique, militaire de l'armée irakienne qui a malheureusement disparu.



FS : Est-ce qu'ils la réarmement actuellement ?

BT : Attendez, laissez-moi finir ma pensée. Le dernier qui restait comme ennemi : l'Iran et la Syrie. L'Iran est un gros morceau, ils ne peuvent pas l'attaquer facilement, c'est immense, c'est un pays développé qui a, malgré toutes les sanctions, comme vous le savez, une activité scientifique et industrielle intense, et un rayonnement.

D'ailleurs c'est vrai que l'Iran aujourd'hui est présente à Damas en Syrie, est présente à Sanaa au Yemen, au Bahreïn à Manama, à Bagdad en Irak. Vous voyez, le Royaume saoudite et les intérêts américains sont assiégés par une certaine hégémonie iranienne et jusqu'à maintenant je répète : l'Iran, que je sache, depuis trente ans, n'a pas été le pays terroriste comme le dépeignent les médias occidentaux. Par contre le terrorisme est parti de nos alliés soi disant : le 11 septembre il y avait des Egyptiens, il y avait des Saoudiens. D'ailleurs les responsables américains l'ont avoué que ceux qui en faisaient partie, si toute cette affaire est vraie, ce sont des ressortissants de pays amis. Donc vous voyez là on est en train de vouloir détruire le dernier bastion de l'arabisme et de l'axe anti-américain : la Syrie. Personnellement je crois, vous allez dire que je rêve ou que je suis utopique, non pas du tout : la Syrie est comme le

phénix, elle renaîtra de ses cendres, elle sera toujours une épine dans le gosier comme on dit de tous ces faux experts du Moyen-Orient. Vous pouvez détruire Assad, vous ne détruirez pas l'âme syrienne, elle est là, elle vous a chassé de Syrie, jamais la France n'a eu de bataille désastreuse comme sous le mandat syrien, ça les Français s'en souviennent, et vous n'allez pas réussir, ni Fabius, ni tous les faux experts du Moyen-Orient à raser la Syrie comme vous l'avez fait avec l'Irak !

FS : Revenons à la tactique américaine de frappes aériennes contre l'Etat islamique qui est présent dans le nord de la Syrie, pensez-vous qu'elles soient efficaces, les Américains livrent-ils des armes opérationnelles à l'Irak, où va le conflit

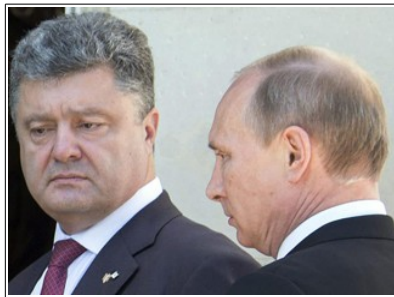


militaire selon vous ?

BT : Alors vous voyez, le conflit militairement parlant, c'est une guerre qui va se prolonger, parce que quand vous frappez des points précis de rassemblement, que vont faire les jihadistes de l'Etat islamique ? Ils vont à nouveau s'infiltrer dans les villes, et ce sera une guérilla urbaine. Et là je crois que, même si les Etats-Unis envoient des centaines de milliers de soldats, ils ne gagneront pas la guerre, et ils détruiront tout le Moyen-Orient. Vous voyez, la guerre syrienne est une guerre de guérilla urbaine, c'est pour cela que jusqu'à maintenant, honnêtement, le gouvernement de Damas n'a pas pu éradiquer tous ces jihadistes puisqu'ils sont dans les villes, sinon ce serait fait au prix d'une destruction totale et d'une perte civile, ce qui est arrivé parfois.

FS : Une dernière question Bassam Tahhan : aujourd'hui va être voté

au Conseil de Sécurité de l'ONU un mandat autorisant la coalition à agir militairement, ce qu'elle a commencé à faire avec les frappes aériennes américaines et françaises. La Russie a annoncé hier par la voix de son ministère des Affaires étrangères qu'elle allait voter une résolution à la rédaction de laquelle elle a participé, malgré la provocation d'Obama hier à la tribune de l'assemblée générale de l'ONU. Ne pensez-vous pas que cette attitude de la Russie résulte d'un marché entre les Etats-Unis et la Russie suite aux accords de Minsk sur l'Ukraine ?



BT : Je vois. Vous voyez je ne pense pas que la Russie puisse sacrifier son alliance avec la Syrie dans cette

résolution. Il y a un marché, un deal : voilà, vous laissez détruire la Syrie, renverser Assad et en contrepartie on vous laisse un rôle en Ukraine. Je ne le pense pas. Maintenant, ce qui est bon à savoir, c'est que sûrement les Etats-Unis, s'il y a une résolution des Nations-Unies, mettront au courant le gouvernement Assad de leurs frappes, et ne s'attaqueront pas à Assad. Et si jamais, que ce soit la France ou d'autres Etats attaquent le gouvernement de Damas, il risque d'y avoir un dérapage vers un affrontement entre la Russie, l'Iran et les pays de cette coalition, parce qu'en aucun cas la Russie ou l'Iran ne permettront la chute d'Assad, et de cette manière-là. Peut-être que si on passe par une solution politique, s'il y a des élections, à ce moment-là pourquoi pas, mais là ce serait quoi ? Ce serait un coup d'Etat fomenté par l'Occident pour renverser un président élu d'une manière démocratique ? Je

ne le pense pas.

FS : Ca s'est déjà vu, en Ukraine justement !

BT : Oui, mais là si vous voulez, le Proche-Orient est beaucoup plus complexe que l'Ukraine. C'est vrai que l'Ukraine est à la

frontière de l'Europe comme se plaisent à le dire nos responsables politiques, et de la Russie, mais là avec le Proche-Orient vous soulevez le problème palestinien, le problème iranien, le problème de la guerre inter-islamique. A

mon sens, stratégiquement, la bataille de Syrie est beaucoup plus importante que la bataille d'Ukraine.

FS : Merci Bassam Tahhan pour cet interview.

BT : Merci à vous.

(1) Colloque organisé à l'Assemblée nationale par l'Académie géopolitique de Paris le lundi 6 octobre (9h30 - 18h) : "Quelles stratégies pour l'avenir politique et la sécurité en Irak ?".

(2) Voir notre page Facebook Eurasie Express, 20/06/2014, posté le 16 septembre.



***Lettre ouverte de Jean-Michel Bérard à l'ex-président de la Commission européenne José-Manuel Barroso, en date du 27 juillet :
L'Union Européenne va-t-elle apporter une aide de 11 milliards d'euros au régime de Kiev qui massacre les populations civiles dans l'est de l'Ukraine ?***



Lettre ouverte à Monsieur José Manuel Barroso Président de la Commission européenne.

Monsieur le Président,

Le 27 juin dernier, l'Union européenne a signé un accord d'association avec l'Ukraine.

Cet accord de libre-échange prévoit une aide financière massive d'au moins 11 milliards d'euros en contrepartie de réformes politiques et économiques, en vue de favoriser le développement de ce pays qui à terme, rejoindrait l'UE.

Or, cet accord, une partie de la population ukrainienne, pour des motifs culturels, historiques, politiques, le refuse, car elle ne se reconnaît pas dans l'UE.

Comment réagit le Président ukrainien Petro Porochenko ?

Il envoie la force brutale assiéger et pilonner au canon les villes de l'Est du pays, dont il qualifie les habitants de «terroristes» au seul motif qu'ils ne pensent pas comme lui !

Dans Donetsk, un million de civils vit au rythme des bombardements. L'aéroport et la gare ferroviaire sont détruits, et le 30 juillet, les obus ont atteint le centre ville (1). Dans le silence assourdissant de la presse occidentale, femmes et enfants sont tués sans discernement (2).

La morgue de Donetsk déborde de cadavres (3).

«On assassine un peuple», écrivait Victor Hugo dans des circonstances similaires. «Les nations ont au-dessus d'elles, quelque chose qui est au-dessous d'elles : les gouvernements. A certains moments, ce contre-sens éclate : la civilisation est dans les peuples, la barbarie est dans les gouvernants» (4).

Monsieur le Président, l'UE va-t-elle inaugurer sa présence en Ukraine en se rendant complice d'un massacre de populations civiles, dont le seul tort est d'avoir exercé un droit imprescriptible de tout être humain : sa liberté d'opinion (art. 19 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme) ?

Lors du dernier scrutin européen, 87% des Slovaques, 77% des Polonais ne sont pas allés voter. Pourquoi l'UE devrait nécessairement représenter un rêve pour les Ukrainiens, alors que leurs voisins ne croient plus en elle, seulement 10 ans après leur adhésion ?

Dans le débat démocratique, celui qui ne pense pas comme vous est un adversaire

politique, mais pas un ennemi, pas un terroriste. Avec un adversaire, on dialogue, on argumente, on essaie de convaincre.

Le canon est l'arme des lâches.

C'est derrière la force brutale que se réfugient ceux dont la conscience démocratique est si ténue, qu'ils n'ont pas d'arguments à opposer.

C'est pourtant la seule réponse qu'ont trouvé le gouvernement de Kiev et le Président Porochenko, pour faire adopter l'Europe à des populations qui n'en veulent pas.

Serait-ce la position de la majorité des Ukrainiens ?

Non !

Et j'en veux pour preuve, les désertions massives des soldats de l'Armée ukrainienne.

Ces hommes ont placé leur conscience plus haut que les ordres iniques qui leurs étaient donnés. Ce sont des actes courageux, car la désertion en temps de guerre signifie le peloton d'exécution.

J'en veux pour preuve également, la désobéissance civile des populations de l'Ouest du pays, en Transcarpathie et en Bucovine. Les gens refusent la logique de guerre de leur gouvernement, bloquent les routes et brûlent les ordres de mobilisation. (5)

A ces gens, que répond Roman Vanzuriak,

(1) https://www.youtube.com/watch?v=lpjBUlr8l_w&feature=youtu.be Donetsk, 30 juillet 2014

(2) <https://www.youtube.com/watch?v=1IVavDFnn-o> Donetsk, 12 juillet 2014

(3) https://www.youtube.com/watch?v=O_guG03NI84Donetsk, 27 mai 2014

(4) Victor Hugo, «Pour la Serbie», Paris, 29 août 1876 (5) https://www.youtube.com/watch?v=rXMJ2_2aH9gPripruttya, région de Tchernihivtsy, 25 juillet 2014

le gouverneur de la région de Tchernihivtsy? Qu'ils n'ont qu'à quitter l'Ukraine ! Voilà les valeurs européennes de nos «amis», Monsieur le Président !

Sauf à massacrer toute la population de l'Est du pays, ou de la chasser par la terreur, chacun sait qu'il n'y a aucune solution militaire à cette guerre civile.

Fédération, confédération sur le modèle suisse, large autonomie locale, des solutions politiques existent, qui respecteraient à la fois l'intégrité territoriale du pays, et les différentes sensibilités de ses citoyens.

Ces solutions pacifiques, l'Europe a le devoir moral de les promouvoir.

Monsieur le Président, vous êtes l'homme le plus puissant d'Europe.

Vous pouvez agir.

Avec 11 milliards d'euros entre vos mains, vous disposez d'un moyen de pression considérable sur Kiev.

Alors, au nom de l'Europe, de ses valeurs de paix et de progrès, faites cesser immédiatement les combats !

Ouvrez un corridor humanitaire pour secourir les populations civiles !

L'Europe meurt un peu plus dans toutes les consciences, de l'Atlantique à l'Oural, chaque fois qu'un civil innocent meurt par son silence coupable.

Jean-Michel BERARD

Réponse de Dirk Schuebel Chef de la division "Partenariat oriental - Relations bilatérales" en date du 28 août :

L'Union Européenne "soutient le processus de réforme en Ukraine" !

Cher Monsieur,

Je vous remercie pour votre courrier adressé au Président Barroso en date du 31 juillet 2014 concernant la situation en Ukraine.

L'Union Européenne suit avec attention et grande inquiétude la situation en Ukraine et soutient le règlement pacifique du conflit. L'Union Européenne n'a cessé d'appeler toutes les parties au conflit à la retenue, notamment eu égard à l'usage de la force et au respect du droit international, y compris la souveraineté et la intégrité (sic) territoriale de l'Ukraine.

Dans ce cadre, l'Union Européenne condamne avec la plus grande fermeté l'annexion illégale de la Crimée et de Sébastopol par la Fédération de Russie, ainsi que les activités de déstabilisation entreprises par cet Etat dans le sud-est de l'Ukraine. L'Union Européenne appelle la Russie à utiliser toute son influence sur les groupes armés illégaux pour qu'ils rendent les armes et à arrêter toute forme d'hostilité à sa frontière avec l'Ukraine, comprenant notamment le ravitaillement des séparatistes et le stationnement de ses forces armées. Toute action militaire unilatérale par la Fédération de Russie en Ukraine sera considérée par l'Union Européenne comme une violation du droit international et de la souveraineté de l'Ukraine.

Par ailleurs, l'Union Européenne appelle toutes les parties au conflit à respecter le droit international humanitaire et ses principes. Le travail des organisations internationales humanitaires doit être facilité notamment pour permettre une libre circulation des populations civiles dans les zones de combat et la distribution de l'aide humanitaire en accord avec les principes d'impartialité, neutralité et indépendance.

L'Union Européenne soutient le processus de réforme en Ukraine engagé par les autorités ukrainiennes légitimement et démocratiquement élues. La réforme de la décentralisation et de la Constitution ainsi que le respect des droits des personnes appartenant à des minorités nationales sont des éléments cruciaux pour la résolution du conflit et doivent être menés dans le cadre d'un dialogue national. La Commission européenne a démontré son engagement auprès des autorités dès le 5 mars 2014 en approuvant un paquet (sic) de mesures de soutien d'un montant de 11 milliards d'euros et a déjà déboursé plus de 850 millions d'euros afin de favoriser la stabilisation économique et politique de l'Ukraine.

Soyez assurés (sic) que l'Union européenne continuera à suivre de très près la situation en Ukraine.

Malaysia Airlines



Douze jours après le crash du Boeing de la Malaysia Airlines, et 8 jours après les précisions apportées par le ministère russe de la Défense (1), d'anciens responsables du renseignement américain, qui ont lutté avec l'Union soviétique pendant des décennies, taclent le manque de fiabilité des "renseignements" mettant la Russie en cause

Publié par le WashingtonsBlog le 29 juillet 2014

"Memorandum adressé au président Obama

Par des Anciens Professionnels du Renseignement pour le Bon sens (VIPS)

Sujet : Le renseignement sur l'avion malaysien abattu

Les tensions russo-américaines résultent d'une négligence dans le traitement de la

situation en Ukraine, et nous sommes loin d'être convaincus que vos conseillers soient pleinement conscients du danger d'escalade. Le New York Times et les autres médias traitent de questions soumises à contestation comme de faits objectifs, prenant leurs informations des sources gouvernementales US.

Douze jours après que le vol 17 de la Malaysia airlines ait été abattu, votre administration n'a toujours pas (2) fourni les preuves qui permettraient de déterminer *qui* en est responsable - et encore moins de fondements convaincants aux déclarations répétées selon lesquelles l'avion aurait été descendu par un missile fourni par la Russie aux séparatistes ukrainiens.

Votre administration n'a produit aucune image satellite démontrant que les séparatistes aient été en possession d'un tel armement. La crédibilité de Washington , ainsi que la vôtre, va continuer à se dégrader si vous n'êtes pas en mesure de fournir des preuves plus tangibles à l'appui des déclarations de votre administration. Dans ce qui va suivre, nous allons évaluer cette affaire à l'aune de notre expérience d'anciens professionnels du renseignement cumulant un total de 260 ans dans divers domaines des services secrets américain :

Nous soussignés, anciens responsables du renseignement, souhaitons partager avec vous nos interrogations concernant les preuves alléguées imputant à la Russie le crash du vol 17 de la Malaysia airlines le 17 juillet. Retraités du service de l'Etat, aucun de nous n'émarge à CNN, Fox News ou à tout autre publication. Dans ce memorandum, nous souhaitons donner un point de vue différent et honnête.

En tant qu'anciens des services secrets habitués à observer un délai de réflexion,

sauf en cas d'urgence, pour tirer des conclusions avant de se précipiter vers un jugement hâtif, nous pensons que les charges contre la Russie devraient être fondées sur des preuves plus solides et plus convaincantes. Et d'autant plus s'il s'agit d'un incident explosif comme le fait d'abattre un avion de ligne. Nous sommes également troublés par l'amateurisme avec lequel ont été servies des preuves confuses et peu fiables à ce sujet - certaines via des "réseaux sociaux".

En tant que professionnels du renseignement, nous sommes embarrassés par l'usage non-professionnel d'informations partiales. En accusant la Russie d'être directement ou indirectement responsable, le secrétaire d'Etat John Kerry a paru particulièrement convaincu. Nous le sommes beaucoup moins sur les preuves apportées. Ses déclarations sont pour le moins prématurées et portent la marque d'une tentative d'intoxication".

Le mémorandum poursuit alors en citant un exemple antérieur de "diplomatie publique" américaine : la chasse soviétique avait abattu un avion de ligne coréen, le KAL007, au-dessus de la Sibérie le 30 août 1983. L'administration Reagan avait alors utilisé sa machine de propagande en manipulant les données du renseignement, afin d'accuser les Soviétiques d'avoir délibérément provoqué la mort des 269 passagers. L'avion s'était en effet égaré dans

l'espace aérien soviétique, au-dessus d'installations militaires sensibles dans le Kamtchatka et les îles Sakhalines. La chasse soviétique l'invite à atterrir, sans réponse. Comme un avion espion américain avait survolé la zone quelques heures auparavant, le contrôle au sol donne l'ordre de tirer. Les Soviétiques réalisent alors qu'ils ont commis une terrible erreur, quant au renseignement américain, il intercepte des communications selon lesquelles la tragédie résulte d'une bétise et non d'une intention délibérée de tuer. Mais l'administration Reagan fait supprimer ces interceptions et le leitmotiv de Washington devient "Moscou a volontairement abattu un avion de ligne civil", Newsweek titrant "Meurtre dans le ciel".

"Quand le vol KAL007 a été descendu, Alvin A. Snyder, directeur de l'Agence de la télévision et du cinéma de l'Information US, était embrigadé dans un effort concerté pour "réunir autant d'accusations que possibles contre l'Union soviétique", comme il l'a reconnu dans le livre qu'il a écrit en 1995 : *Les Guerriers de la désinformation*. Lui et ses collègues ont su influencer les "médias mainstream" et selon Ted Koppel d'ABC "à cette occasion il y a eu à nouveau peu de différence entre la propagande du gouvernement américain et les campagnes de publicité commerciale à la télévision (3)".

Dix ans après, les interceptions que l'administration Reagan avaient cachées ont été produites. Elles montraient que le pilote de chasse soviétique pensait poursuivre un avion espion américain et qu'il avait du mal à l'identifier dans l'obscurité. Suivant les instructions du contrôle au sol, il a contourné l'avion de ligne de la KAL et incliné ses ailes pour ordonner à l'avion d'atterrir. Le pilote a également dit qu'il avait tiré des coups de semonce. Cette information "ne figurait pas sur l'enregistrement qui nous avait été fournie" précise Snyder dans son livre".

Le mémorandum cite alors un autre exemple d'opération de désinformation américaine : la prétendue utilisation de gaz toxiques par l'armée régulière syrienne dans la banlieue de Damas en août 2013 (4).



"Le 3 septembre 2013, suite à votre décision de renoncer à l'attaque contre la Syrie en attendant une autorisation du Congrès, Kerry était encore à pousser à une offensive lors d'une audition devant un comité des Affaires étrangères du Sénat pleinement convaincu. Le jour

suivant, Kerry s'est attiré une critique personnelle tout-à-fait inhabituelle de la part du président Poutine : "Il ment et il sait qu'il ment. C'est triste".

Kerry a également dit quelque-chose de très grave, qui nous embarrasse jusqu'à maintenant, au cours de cette première semaine de septembre 2013 alors que vous et le président Vladimir Poutine apportiez une touche finale au marché selon lequel les armes chimiques syriennes devraient être détruites. Le 9 septembre 2013, Kerry était à Londres, encore à promouvoir une attaque américaine contre la Syrie pour avoir franchi la "ligne rouge" que vous aviez fixée contre l'utilisation d'armes chimiques par la Syrie.

Lors d'une conférence de presse, Kerry a formellement exclu la possibilité que Bashar el-Assad livre ses armes chimiques, déclarant "Il ne va pas le faire, c'est impossible". A peine quelques heures plus tard, Russes et Syriens annonçaient l'accord de la Syrie pour faire précisément ce que Kerry avait prétendu impossible. Vous l'avez renvoyé à Genève pour signer l'accord, qui a été formellement conclu le 14 septembre.

Concernant le Malaysia Airlines descendu

le 17 juillet, nous pensons que Kerry s'est une nouvelle fois précipité dans des déclarations prématurées et que son manque de crédibilité bat tous les records, ôtant tout avantage dans la négociation diplomatique et la propagande vis-à-vis de la Russie. Nous vous suggérons donc d'appeler à une pause dans cette campagne de "diplomatie publique" illégitime. Si toutefois vous décidiez de la poursuivre, nous vous suggérons de trouver un homme ou une femme d'Etat moins dévalué.



Dans le dernier mémorandum que nous vous avons adressé le 4 mai, M. le Président, nous avons averti que si les Etats-Unis souhaitaient "arrêter une guerre civile sanglante entre l'Ouest et l'Est de l'Ukraine et prévenir une intervention militaire russe dans l'est de l'Ukraine, vous pourriez être en mesure de le faire avant que les violences franchissent un seuil hors de tout contrôle". Le 17 juillet, vous avez joint les dirigeants d'Allemagne, de France et de Russie pour appeler à un cessez-le-feu. La

plupart des observateurs informés pensent que vous êtes en mesure d'amener les dirigeants ukrainiens à l'accepter. Plus Kiev poursuivra son offensive contre les séparatistes dans l'Est de l'Ukraine, plus de telles déclarations de la part des Etats-Unis paraîtront hypocrites.

Nous réitérons nos recommandations du 4 mai, selon lesquelles vous pourriez ôter les germes de ce conflit en désavouant publiquement toute perspective d'intégration de l'Ukraine dans l'OTAN et en déclarant franchement que vous êtes prêt à rencontrer personnellement sans

plus attendre le président Poutine pour désamorcer la crise et reconnaître les intérêts légitimes des différentes parties.

La suggestion d'un prochain sommet a pris une extraordinaire résonance dans la presse officielle comme dans la presse indépendante en Russie. Mais pas dans les médias "mainstream" américains. Ni nous n'avons eu de réponse de votre part.

Nous vous serions gré d'avoir la courtoisie de nous répondre."

Le comité directeur du VIPS.

Traduction et notes : Frédéric Sailot

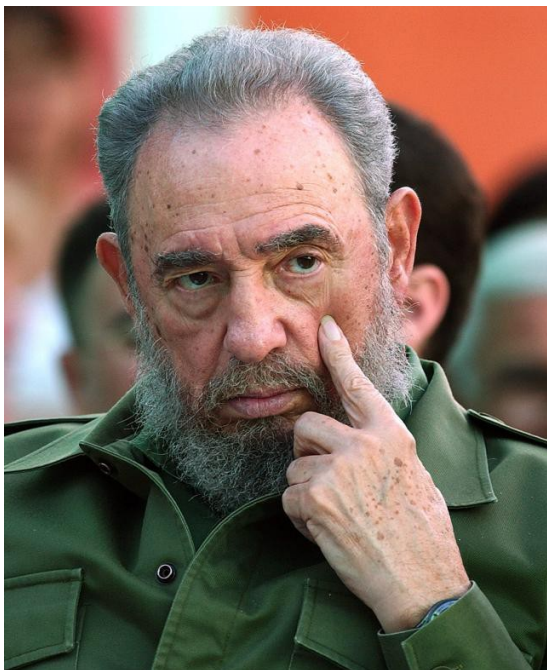
(1) Le 21 juillet, lors d'un point presse, le général Kartopolov, chef de département de l'Etat-major général des Forces armées russes, a déclaré que le jour du crash du Boeing malaisien, l'armée ukrainienne disposait de trois ou quatre divisions de missiles sol-air Bouk-M1 près de Donetsk, que neuf radars ukrainiens ont fonctionné dans cette région alors qu'habituellement il n'y en a que deux ou trois, que le moment du crash coïncide avec le survol du sud-est de l'Ukraine par un satellite américain destiné à détecter et à surveiller le tir de missiles de différentes portées, que la Russie n'a pas remis de missiles sol-air Bouk-M1 aux forces d'autodéfense populaire de Donetsk et que Kiev devrait expliquer pourquoi un chasseur ukrainien Su-25 se trouvait à une distance de 3 à 5 km du Boeing malaisien qui s'est écrasé plus tard, soulignant que le Su-25 était capable de détruire des cibles aériennes à cinq kilomètres de distance.

(2) Bilan : à ce jour, aucun rapport n'a été produit. Selon les experts cités par le journal malaisien *New Straits Times* du 6 août, "un missile air-air à tête chercheuse thermique dotée d'une ogive de 3 kg a frappé les moteurs de l'avion en ligne" (Facebook Eurasie Express, Flash info du 6/08 posté le 16/09).

(3) Voir à ce sujet *La Désinformation vue de l'Est*, par Vladimir Volkoff, éd. du Rocher, 2007.

(4) Voir le mémorandum du VIPS dans *B.I.* n°191 d'octobre 2013.

Fidel Castro compare les représentants des pays de l'OTAN aux nazis



L'ex-président cubain Fidel Castro a comparé, dans un article publié lundi (1), les représentants des pays européens de l'Otan aux "SS nazis" de l'Allemagne hitlérienne, déclarant que la politique de l'Alliance, imposée par les Etats-Unis, la conduirait sous peu au "rebut de l'histoire".

"Personne n'a le droit de détruire les villes, de tuer les enfants, de démolir les maisons, de semer la terreur, la faim et la mort", a écrit le père de la révolution cubaine dans son message intitulé "Que la justice triomphe, ou c'est le désastre qui triomphera".

Le "comandante" rappelle que, quand après la Seconde Guerre mondiale, l'Onu a été créée, le monde "s'est rempli d'illusions", alors qu'aujourd'hui on constate qu'il s'agit bel et bien d'une "duperie colossale".

"Les problèmes d'aujourd'hui incitent à supposer l'éventualité d'une troisième guerre mondiale avec l'usage d'une arme susceptible d'en finir avec l'existence de l'humanité tout entière", met en garde Fidel Castro.

Le leader de la révolution cubaine accuse les Etats-Unis et l'Union européenne de "cynisme" et d'instrumentalisation de l'Alliance atlantique pour déclencher des guerres, ajoutant que les représentants de l'Otan lui rappelaient les unités SS de l'époque de l'Allemagne nazie.

Ria Novosti, 2 septembre 2014

(1) <http://www.cubadebate.cu/especiales/2014/09/01/articulo-de-fidel-triunfaran-las-ideas-justas-o-triunfara-el-desastre/#.VDPwK-YcTMw>